



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 JUILLET 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2739

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 26 septembre 1889, pour la paroisse de Sainte-Julie, dans le comté de Verchères, et de nommer par commission en date du 28 juin 1898, MM. Léon Malo, Narcisse Trudeault, F. X. Choquet, Louis Provost et Jacques Sénécal, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 14 décembre 1892, pour la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford, et de nommer par commission en date du 28 juin 1898, MM. Jérémie Bachand, snr, Rémi Brault, Philippe Nicol, Léon Trottier et Jean-Baptiste Charron, commissaires de la dite cour.

2821

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 juin 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Terrebonne, M. Robert C. Patton, maire de Saint-Philippe d'Argenteuil, comté d'Argenteuil.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th JULY, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2740

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes in date of the 26th of September, 1889, for the parish of Sainte Julie, in the county of Verchères, and to appoint by commission in date of the 28th of June, 1898, MM. Léon Malo, Narcisse Trudeault, F. X. Choquet, Louis Provost and Jacques Sénécal, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes in date of the 14th December, 1892, for the parish of Sainte Pudentienne, in the county of Shefford, and to appoint by commission in date of the 28th of June, 1898, Messrs. Jérémie Bachand, snr, Rémi Brault, Philippe Nicol, Léon Trottier and Jean Baptiste Charron, commissioners of the said court.

2822

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of June, 1898, to associate to the commission of the peace of the district of Terrebonne, Mr. Robert C. Patton, mayor of Saint Philippe d'Argenteuil, county of Argenteuil.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 juin 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District d'Ottawa : MM. Jules Laramée et John Hogan, du township de Hincks, P. O., Lake Sainte-Marie ; Dr. Joseph Robillard, de Thurso ; Théotime Bonhomme, du village de Papineauville.

District de Richelieu : MM. Léon Dessert, bourgeois, Emmanuel Marcotte, cultivateur, Jude Belisle, cultivateur, Pierre Rouleau, bourgeois, Louis Boucher, barbier, Edouard Saucier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Guillaume. 2881

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 juin 1898, de nommer Elie Hercule Bisson, notaire, de la ville de Beauharnois, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la couronne et greffier de la paix pour le district de Beauharnois, aux lieu et place de M. Moïse Branchaud, décédé. 2883

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 29th of June, 1898, to associate the following persons to the commission of the peace of the following districts, to wit :

District of Ottawa : Messrs. Jules Laramée and John Hogan, of the township of Hincks, P. O., Lake Sainte Marie ; Dr. Joseph Robillard, of Thurso ; Théotime Bonhomme, of the village of Papineauville.

District of Richelieu : Messrs. Léon Dessert, gentleman, Emmanuel Marcotte, farmer, Jude Belisle, farmer, Pierre Rouleau, gentleman, Louis Boucher, barber, Edouard Saucier, farmer, of the parish of Saint Guillaume. 2882

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June, 1898, to appoint Elie Hercule Bisson, notary, of the town of Beauharnois, prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the crown and clerk of the peace for the district of Beauharnois, in place of Mr Moïse Branchaud, deceased. 2884

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A** T T E N D U qu'en
Proc. Génl. } vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclara-

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W** HEREAS, in virtue
Atty. General. } of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and
3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and

rant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une requision ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ce plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces

any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this

plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166."

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi du cadastre du canton Dalibaire et de la partie du canton Romieu, comprise dans la première division d'enregistrement du comté de Rimouski.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que des copies des dits plan et livre de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement du premier district d'enregistrement du comté de RIMOUSKI, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est, en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUILLET courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de RIMOUSKI, relativement au canton DALIBAIRE, et à la partie du canton de ROMIEU, comprise dans le premier district d'enregistrement du comté de RIMOUSKI, faisant partie de la dite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUILLET courant, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement relativement au canton DALIBAIRE et à la partie du canton de ROMIEU, comprise dans le premier district d'enregistrement du comté de RIMOUSKI; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUILLET courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce CINQUIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

2885

code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166."

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, correct plan and book of reference of the cadastre of the township Dalibaire and the part of the township Romieu, comprised in the first registration division of the county of Rimouski.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office; AND WHEREAS copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar of the first registration district of the county of RIMOUSKI, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say; between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TWENTY-FIFTH day of JULY instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of RIMOUSKI, respecting the township DALIBAIRE, and the part of the township ROMIEU, comprised in the first registration district of the county of RIMOUSKI, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TWENTY-FIFTH day of the month of JULY instant, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the township DALIBAIRE and the part of the township ROMIEU, comprised in the first registration district of the county of RIMOUSKI; And we do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division to renew the same within the period of two years after the said TWENTY-FIFTH day of the month of JULY instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

2886

Canada
Province de }
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-TROISIEME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le DEUXIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante-et unième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2355

Avis du Gouvernement

AU CHATEAU A WINDSOR.

Le 19e jour de mai 1898.

PRÉSENTE :

Sa Très Excellente Majesté la REINE en conseil.

CONSIDÉRANT que par le paragraphe (1) de l'article 238 de l'Acte de la *Marine Marchande*, 1894, il est statué que lorsqu'il appert à Sa Majesté que des facilités convenables sont, ou seront données par le gouvernement d'un pays étranger pour la reprise et l'arrestation des marins qui désertent des navires marchands britanniques dans ce pays étranger, Sa Majesté pourra, par arrêté en conseil établissant que ces facilités sont ou seront données, déclarer que le dit article s'appliquera dans le cas de ce pays étranger, sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'arrêté ;

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-THIRD day of the month of JUNE, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the SECOND day of the month AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this ELEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-one year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDIN,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

2356

Government Notices

AT THE COURT AT WINDSOR.

The 19th day of May, 1898.

PRESENT :

The QUEEN'S Most Excellent Majesty in council

WHEREAS by sub-section (1) of section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," it is provided that, where it appears to Her Majesty that due facilities are, or will be given by the Government of any foreign country for recovering and apprehending seamen who desert from British merchant-ships in that country, Her Majesty may, by order in council, stating that such facilities are or will be given, declare that that section shall apply in the case of such foreign country, subject to any limitations, conditions, and qualifications contained in the Order :

Et considérant qu'il appert à Sa Majesté que des facilités convenables sont données par le gouvernement du Japon pour reprendre et arrêter les marins qui désertent des navires marchands britanniques dans le dit pays ;

Et considérant qu'il a plu à Sa Majesté, par et de l'avis de Son Conseil privé, le 3e jour de février 1898, de passer un arrêté provisoire appliquant la section 238 de l'Acte de la Marine Marchande 1894, dans le cas du Japon ;

Et considérant que les dispositions de la section 1 de l'Acte de publication des règlements 1893, ont été remplies ;

Sachez donc, qu'il plaît à Sa Majesté, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par le susdit paragraphe (1) de l'article 238 de l'Acte de la Marine Marchande 1894, et par et avec l'avis de Son Conseil privé, d'ordonner et déclarer, et il est par le présent ordonné et déclaré que le dit article 238 de l'Acte de la Marine Marchande 1894, s'appliquera dans le cas du Japon.

Et le Secrétaire d'Etat de l'Intérieur, le Secrétaire d'Etat pour les Colonies, et le Secrétaire d'Etat des Indes en conseil donneront les ordres nécessaires à l'exécution des présentes.

2837

J. H. HARRISON.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 30 juin 1898.

Présent :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Cléophas, dans le comté de Joliette, le septième jour de mars (1898), a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint-Cléophas, dans le comté de Joliette, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

2819

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

No. 1030.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 29 juin dernier (1898), de détacher de la municipalité de Saint-Anicet No 1, comté d'Huntingdon, l'arrondissement No 14, et l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Cazaville," avec les mêmes limites qui lui sont assignées comme tel arrondissement.

2825

No 415-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1898), de détacher de la paroisse de Saint-Lin, comté de l'Assomption, les lot suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, savoir : Nos 232, 233, 233, 234, 235, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338 et 339, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la ville des Laurentides.

And whereas it appears to Her Majesty that due facilities are given by the Government of Japan for recovering and apprehending seamen who desert from British merchant-ships in that country ;

And whereas Her Majesty was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, on the 3rd day of February, 1898, to pass a Provisional Order applying section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," in the case of Japan ;

And whereas the provisions of section 1 of "The Rules Publication Act, 1893," have been complied with ;

Now, therefore, Her Majesty, by virtue of the power vested in Her by the herein-before recited sub-section (1) of section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that the said section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," shall apply in the case of Japan.

And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies, and the Secretary of State for India in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

2838

J. H. HARRISON.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Quebec, 30th June, 1898.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Saint Cléophas, in the county of Joliette, on the seventh day of March (1898), it hath been shewn to the lieutenant governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of "The Municipal Code of the province of Quebec," may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Cléophas, in the county of Joliette, the publication of which is required by the provisions of "The Municipal Code of the Province of Quebec," be henceforth published in the french language only.

2820

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

No. 1030.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of June last (1898), to detach from the municipality of Saint Anicet No. 1, county of Huntingdon, district No 14, and erect it into a distinct school municipality under the name of "Cazaville," with the same limits as are assigned to it as such district.

2826

No. 415-98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last (1898), to detach from the parish of Saint Lin, county of Assomption, the following cadastral lots of the parish of Saint Lin, to wit : Nos. 232, 233, 233, 234, 235, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338 and 339, and annex them, for school purposes, to the municipality of the town of Laurentides.

No 1064-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 29 juin dernier (1898), de détacher de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, comté de Missisquoi, les lots suivants, savoir : VI^e rang, Nos 488 et 489 ; VII^e rang, les Nos 613 jusqu'à et y compris le No 621, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de Sainte-Croix de Dunham, dans le même comté.

No 544-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 29 juin dernier (1898), de détacher de la municipalité de Sainte-Elisabeth, comté de Joliette, le territoire tel que décrit par la proclamation du 10 décembre dernier (1897), et l'annexer, pour les fins scolaires, à la paroisse de Saint-Félix de Valois, même comté.

2823

No 730-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, les lots suivants du cadastre, savoir : 946 jusqu'à 983 ; les lots 1062 jusqu'à 1080, et les rues qui divisent ces lots ; les lots 1080 A, 1084 B, 1086, les lots 1138 à 1178, les lots 1180 à 1203 A ; les lots 1205 à 1208, le lot 1208 A ; les lots 1209 à 1213, le lot 1213 A ; les lots 1214 à 1220 ; les lots 1272 à 1284 ; les lots 1286 à 1296, et partie du lot 1406, et les annexer pour les fins scolaires à la municipalité de Saint-Thomas d'Aquin, dans le même comté. Cette annexion ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain (1899.)

2873

AVIS.

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Hull, P. Q., le 18 juillet 1898, et à Québec le 15 septembre 1898, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

5 juillet 1898.

2849

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 6 juillet 1898.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Léon de Standon, dans le comté de Dorchester, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

2871

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

No. 1064-98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th June last (1898), to detach from Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, county of Missisquoi, the following numbers, to wit : VIth range, Nos. 488 and 489 ; VIIth range, Nos. 613 up to and including No. 621, and annex them for school purposes, to the municipality of Sainte-Croix de Dunham, in the same county.

No. 544-98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of June last (1898), to detach from the municipality of Saint Elizabeth, county of Joliette, the territory such as described by the proclamation of the 10th of December last (1897), and annex it, for school purposes, to the parish of Saint Félix de Valois, same county.

2824

No. 730-98

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of School Municipalities.

To detach from the municipality of the parish of "Saint Hyacinthe," county of Saint Hyacinthe, the following cadastral lots, to wit : 946 to 983 ; lots 1062 to 1080, and the streets which divide these lots ; lots 1080 A, 1084 B, 1086 ; lots 1138 to 1178, lots 1180 to 1203 A ; lots 1205 to 1208 ; lots 1208 A ; lots 1209 to 1213 ; lot 1213 A ; lots 1214 to 1220 ; lots 1272 to 1284 ; lots 1286 to 1296, and part of lot 1406, and annex them for school purposes to the municipality of "Saint Thomas d'Aquin," in the same county.

This annexation to take place only the 1st of July next, (1899.)

2874

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec, shall meet at Hull, P. Q., on the 18th July, 1898, and at Quebec, on the 15th September, 1898, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.

5th July, 1898.

2850

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 6th July, 1898.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of Saint Léon de Standon, in the county of Dorchester, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

2872

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6659.

Spaulding.

Lot 58, du 1er rang, à John Drysdale.
Adj. 6660.

Spaulding.

Lot 43, du 2e rang, à Chs Boutin.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 5 juillet 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Seigneurie de Lauzon.

Lot du cadastre 514, du rang Sainte-Anne, à Ls. Couture.

Canton Demers.

2e rang.

Ptie N. du lot 4, à Eug. Martin.

Ptie S. du lot 4, à Ab. Gosselin.

Ptie N. du lot 5, à Eus. Simon.

Ptie S. du lot 5, à Paul St-Pierre.

Ptie S. du lot 6, à Nap. Dubé.

Canton Dequen.

Lot 45, du 2e rang, à Ovide Vendal.

Canton McNider.

Lot 27, du 9e rang, à Alex. Thibault.

Lot 2, du 11e rang, à Aurèle Sylvain.

Canton Cabot.

Ptie N. O. du lot 4, du 1er rang, à Ad. Fournier.

Canton Awautjish.

Lots 36 et 37, du 2e rang, à Lazare Verreault.

Canton Fleurian.

Lot 38, du 3e rang, à Phil. Lavoie.

Canton Macpès.

1er rang.

Lot 35, à P. Prud. Soucis.

Lot 42, à J.-Bte Briasson.

Lot 29, du 4e rang, à Alfred Lavoie.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 9 juillet 1898.

2887

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6659.

Spaulding.

Lot 58, in the 1st range, to John Drysdale.
Adj. 6660.

Spaulding.

Lot 43, in the 2nd range, to Chs Boutin.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 5th July, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Seigniorie of Lauzon.

Cadastral lot 514, of Saint Anne range, to Ls. Couture.

Township Demers.

2nd range.

N. Pt. of lot 4, to Eug. Martin.

S. Pt. of lot 4, to Ab. Gosselin.

N. Pt. of lot 5, to Eus. Simon.

S. Pt. of lot 5, to Paul St. Pierre.

S. Pt. of lot 6, to Napoléon Dubé.

Township Dequen.

Lot 45, of 2nd range, to Ovide Vendal.

Township McNider.

Lot 27, of 9th range, to Alex. Thibault.

Lot 2, of 11th range, to Aurèle Sylvain.

Township Cabot.

N. W. Pt. of lot 4, of 1st range, to Ad. Fournier.

Township Awautjish.

Lots 36 and 37, of 2nd range, to Lazare Verreault.

Township Fleurian.

Lot 38, of 3rd range, to Phil. Lavoie.

Township Macpès.

1st range.

Lot 35, to P. Prud. Soucis.

Lot 42, to J.-Bte Briasson.

Lot 29, of 4th range, to Alfred Lavoie.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 9th July, 1898.

2888.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Canton Armand.**Rang A.*

Lot 67, à La Bérubé.

Lot 80, à Duncan Hains.

Rang B.

Lot 16, à Bénoni Pruneau.

Lot 17, à Jacques Beaulieu.

Rang C.

Lot 21, à Alex. Pinet.

Lot 25, à Fabien Pelletier.

Lot 30, à Edouard LeBel.

Lot 31, à Jos. LeBel.

Lot 32, à Félix Dubé.

 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 39, à Jean Bouchard.*Canton Lessard.**2e rang.*

Lot 2, à Chs Thibault.

Lot 5, à Paul Moreau.

Canton Roux.

Lot 8, du 3e rang, à Olivier Nicole.

Canton Normandin.

Lot 25, du rang Nord, à Oct. Fortin.

 $\frac{1}{2}$ N. O. du lot 52, du 6e rang, à Alexis Guay.*Canton Normandin.*

Lot 25, du rang nord, à Oct. Fortin.

Lot 52, du 6e rang, à Alexis Guay.

Canton Montminy.

Lot 28, du 5e rang S. O., à Honoré Laprise.

*Canton Lafontaine.**Rang A.*

Lot 1, à Mich. Caron.

Lot 37, à Jos. Pelletier, fils de J.-Bte.

Lot 49, à Marcel Fortin.

Rés. du lot 7, du 4e rang, à Octave Cérat.

8e Rang.

Lot 23, à Ant. Bois.

Lot 43, à A. Bourgault.

*Canton Garneau.**Rang A.*

Lot 39, à Ed. Lizotte.

Lot 50, à Dlle Marie Lemelin.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 2 juillet 1898.

2803-2

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 juin 1898.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité des Cantons-Unis d'Hartwell et Preston, dans le comté d'Ottawa, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

2773-2

No 1252.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Détacher de la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, la nouvelle paroisse de "Saint Thuribe", et l'ériger en municipalité scolaire distincte, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 14 février dernier, 1898.

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet 1899.

2769-2

*Township Armand.**Range A.*

Lot 67, to La Bérubé.

Lot 80, to Duncan Hains.

Range B.

Lot 16, to Bénoni Pruneau.

Lot 17, to Jacques Beaulieu.

Range C.

Lot 21, to Alex. Pinet.

Lot 25, to Fabien Pelletier.

Lot 30, to Edouard LeBel.

Lot 31, to Jos. LeBel.

Lot 32, to Félix Dubé.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 39, to Jean Bouchard.*Township Lessard.**2nd Range.*

Lot 2, to Chs. Thibault.

Lot 5, to Paul Moreau.

Township Roux.

Lot 8, of 3rd range, to Olivier Nicole.

Township Normandin.

Lot 25, of North range, to Oct. Fortin.

N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 52, of 6th range, to Alexis Guay.*Township Normandin.*

Lot 25, of North range to Oct. Fortin.

Lot 52, of 6th range, to Alexis Guay.

Township Montminy.

Lot 28, of 5th range S. W., to Honoré Laprise.

*Township Lafontaine.**Range A*

Lot 1, to Mich. Caron.

Lot 37, to Jos. Pelletier, son of J.-Bte.

Lot 49, to Marcel Fortin.

Res. of lot 7, of 4th range, to Oct. Cérat.

8th Range.

Lot 23, to Ant. Bois.

Lot 43, to A. Bourgault.

*Township Garneau.**Range A.*

Lot 39, to Ed. Lizotte.

Lot 50, to Miss Marie Lemelin.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 2nd July, 1898.

2804

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 28th June, 1898.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of the United Township of Hartwell and Preston, in the county of Ottawa, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary,

2774

No. 1252.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school Municipality.

To detach from the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, the new parish of "Saint Thuribe," and to erect it into a distinct school municipality, with the limits which are assigned to it by the proclamation of the 14th of February, 1898.

This erection will take effect only on the 1st of July, 1899.

2770

No 540.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection de nouvelles municipalités scolaires.

Eriger en municipalité scolaire sous le nom de "Rivière au Tonnerre," dans le comté de Saguenay, le territoire suivant, savoir : La pointe de la tête de la Rivière au Tonnerre ; borné au nord par la grande plaine, à l'est par la grande pointe, au sud par le golfe Saint-Laurent, et à l'ouest par le ruisseau de James Ayers.

Eriger en municipalité scolaire sous le nom de "Sheldrake," comté de Saguenay, le territoire suivant, savoir : La pointe de la tête de la Rivière à Couture ; borné au nord par la grande plaine, à l'est par la pointe, au sud par le golfe Saint-Laurent, et à l'ouest par l'Anse à la Tonne.

Eriger en municipalité scolaire sous le nom de "Rivière aux Graines," comté de Saguenay, le territoire suivant, savoir : La pointe de l'anse à Bébé ; borné au nord par la grande plaine, à l'est par la rivière même, au sud par le golfe Saint-Laurent, et à l'ouest par la pointe.

Ces érections ne prendront effet que le 1er juillet 1899. 2725-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 8 juin 1898.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Edouard H. Laliberté, éc., notaire public, de Warwick, comté et district d'Arthabaska, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index de feu le notaire Joseph Verville, en son vivant de Saint-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, district de Québec, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,

2449-5

Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 7 mai 1898.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, 16 AOÛT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur.—Bloc A, rang 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m.

Bloc A, rang 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m.

Bloc A, rang 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N.

No. 540.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipalities.

To erect into a school municipality by the name of "Rivière au Tonnerre," in the county of Saguenay, the following territory, to wit : The point of the head of the River Tonnerre ; bounded on the north by the grande plaine, on the east by the grande pointe, on the south by the gulf of Saint Lawrence, and on the west by the creek of James Ayers.

To erect into a school municipality by the name of "Sheldrake," county of Saguenay, the following territory, to wit : The point of the head of the River à Couture ; bounded on the north by the grande plaine, on the east by the point, on the south by the gulf of Saint Lawrence, and on the west by the Anse à la Tonne.

To erect into a school municipality by the name of "Rivière aux Graines," county of Saguenay, the following territory, to wit : The point of the anse à Bébé ; bounded on the north by the grande plaine, on the east by the river itself, on the south by the gulf of Saint Lawrence, and on the west by the point.

These erections will take effect only on the 1st of July, 1899. 2726

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 8th June, 1898.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Edouard H. Laliberté, esq., notary public, of Warwick, county and district of Arthabaska, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertoires and index of the late Joseph Verville, notary, in his lifetime of Saint Jean Deschaillons, county of Lotbinière, district of Quebec, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,

2450

Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 7th May, 1898.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the 16th day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock A. M.

Upper Ottawa.—Bloc A, range 6 : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m.

Bloc A, range 5 : $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m.

Bloc A, range 4 : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m.

No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 8, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ S. No 8, 25 m.

Bloc A, rang 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m.

Bloc A, rang 2 : $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m.

Rivière Ottawa : No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ;
No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 583, 15 m. ;
No 584, 32 $\frac{1}{2}$ m. ; No 595, 32 m. ; No 596, 19 m. ;
No 607, 22 m. ; No 608, 26 m. ; No 609, 11 m.

Rivière La Pêche : No 524, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No 525, 16 $\frac{1}{2}$ m.

Ottawa Inférieur.—Rivière Rouge Sud L., 43 m. ;
rivière du Lièvre, Branche N. E., No 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ;
rivière du Lièvre, Branche N. E., No 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ;
Lac Némiskachingue, 25 m. ; rivière Rouge, sud
M. 42 m. ; Rivière du Lièvre, Branche N. E. : No 3,
50 m. ; No 4, 50 m. ; No 5, 50 m. ; No 6, 46 m. ;
canton Wentworth, No 3, 5 m.

Saint-Maurice.—Rivière Saint-Maurice, No 10,
E. 47 m. ; rivière Trenché No 1 O. 24 m. ; rivière
Trenché No 2, O. 50 m. ; rivière Trenché No 2 E.
40 m. ; rivière Mattawin, No 10, 48 m. ; Arrière
rivière du Milieu, 29 m.

Manouan A. S., 50 m. ; Arrière Manouan A. S.,
40 ; Arrière Vermillion 7 N., 40 m. ; Arrière Ver-
million B. N., 45 m. ; Arrière Saint-Maurice 13
Ouest, 25 m. ; Arrière Saint-Maurice 14 Ouest, 40
m. ; Arrière Saint-Maurice C, 25 m. ; Arrière Saint-
Maurice D, 42 m. ; Arrière Saint-Maurice E, 50 m. ;
Arrière Flamand 1 Nord, 26 m. ; Arrière Flamand
2 Nord, 50 m. ; Arrière Manouan 2 Sud, 44 m. ;
Saint-Maurice 15 Ouest, 50 m. ; Manouan 3 Nord,
35 m. ; Arrière Manouan 3 Nord, 30 m. ; Arrière
Manouan 4 Nord, 30 m. ; Manouan 4 Nord, 50 m. ;
Manouan 8 Sud, 50 m. ; Manouan 9 Sud, 35 m. ;
Arrière Manouan C Nord, 50 m. ; Arrière Manouan
D Nord, 50 m. ; Saint-Maurice 13 Ouest, 50 m. ;
Saint-Maurice 14 Ouest, 50 m. ; Pierriche 1 Est, 35
m. ; Ile Bostonnais, 10 m. ; Bostonnais 4 Nord, 25
m. ; Bostonnais 4 Sud, 20 m. ; Bostonnais 2 Sud,
50 m. ; Bostonnais 3 sud, 50 m. ; Bostonnais moitié
2 Nord, 25 m. ; Bostonnais 3 Nord, 50 m. ;
Croche 4 ouest, 50 m. ; Arrière Croche 4 Est, 50
m. ; Arrière Croche A, 40 m. ; Arrière Croche B,
50 m.

Montmagny.—Cantons Rolette et Roux, Rivière
aux Originaux, 37 m. ; canton Lafontaine, 17 $\frac{1}{2}$ m. ;
canton Roux, 7 $\frac{1}{2}$ m. ; canton Mailloux, 13 m. ; can-
ton Ashburton, 3 $\frac{1}{2}$ m. ; canton Talon, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Grandville.—Rivière Noire, No 47, 33 175 m. ;
canton Armand : No 2, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No 3, 13 $\frac{1}{2}$ m. ;
No 4, 18 m. ; canton Escourt, No 3, 8 475 m. ; can-
ton Parke, No 2, 9 m. ; canton Parke, No 3, 20 m.

Matapédia.—Canton Awantjish, No 2, 18 $\frac{1}{2}$ m. ;
Arrière Rivière Métis, Est, 18 $\frac{1}{2}$ m.

Rimouski.—Canton Saint-Denis, 14 m. ; can-
ton McNider, No 3, 7 $\frac{1}{2}$ m. ; canton McNider, No 4,
7 $\frac{1}{2}$ m. ; canton Matane, No 3, 8 m.

Rimouski-Ouest.—Canton Duquesne, No 3, 8 m. ;
canton Duquesne, No 4, 13 m. ; Rivière Rimouski,
centre Est, 10 m. ; Rivière Rimouski, centre ouest,
32 m. ; Lac Témiscouata, 3e rang : Bloc 1, 26 m. ;
Bloc 2, 26 m. ; Bloc 3, 33 m. ; Arrière Rivière Ri-
mouski, No 2 Ouest, 18 m. ; canton Macpès, 7 m.

Gaspé-Ouest.—Canton Duchesnay, 70 m. ; canton
Christie, 52 $\frac{1}{2}$ m. ; canton Tourelle, 84 m.

Gaspé-Est.—Canton Rameau, No 2, 21 m.

Bonaventure-Ouest.—Petite Rivière, Branche
Nord No 1, 8 m. ; Rivière Nouvelle No 2, 50 m. ;
Meadow Brook (Rivière Patapédia), 30 m. ; Rivière
Patapédia, No 1 est, 28 m. ; Ruisseau Tom Fergu-
son, 33 m. ; Indian Brook, 56 m. ; Red Pine and
Chamberlain Brooks, 38 m.

Bonaventure-Est.—Rivière Bonaventure, No 3,
50 m.

Saint-Charles.—144 sud, 20 m. ; 141 ouest, 20
m. ; 143, 18 m.

Lac Saint-Jean-Ouest.—Rivière Peribonca, No
125, 40 m. ; Rivière Peribonca, No 127, 50 m.

m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N.
No. 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 8, 25 m.

Bloc A, range 3 : $\frac{1}{2}$ S. No. 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No.
12, 25 m.

Bloc A, range 2 : $\frac{1}{2}$ N. No. 12, 25 m.

Ottawa River.—No. 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ;
No. 100, 50 m. ; No. 101, 50 m. ; No. 583, 15 m. ;
No. 584, 32 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 595, 32 m. ; No. 596, 19 m. ;
No. 607, 22 m. ; No. 608, 26 m. ; No. 609, 11 m.

La Pêche River.—No. 524, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 525,
16 $\frac{1}{2}$ m.

Lower Ottawa.—River Rouge South L., 43 m. ;
river du Lièvre, N. E. Branch, No. 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ;
river du Lièvre, N. E. Branch, No. 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; lake
Nemiskachingue, 25 m. ; river Rouge, south M.
42 m. ; river du Lièvre, N. E. Branch : No. 3, 50
m. ; No. 4, 50 m. ; No. 5, 50 m. ; No. 6, 46 m. ;
Township Wentworth, No. 3, 5 m.

Saint Maurice.—River Saint Maurice, No. 10, E.
47 m. ; river Trenché No. 1, W. 24 m. ; river
Trenché No. 2, W. 50 m. ; river Trenché No. 2 E.
40 m. ; river Mattawin, No. 10, 48 m. ; Rear river
du Milieu, 29 m.

Manouan A. S., 50 m. ; Rear Manouan A. S., 40 ;
Rear Vermillion 7 N., 40 m. ; Rear Vermillion B.
N., 45 m. ; Rear Saint Maurice 13 West, 25 m. ;
Rear Saint Maurice 14 West, 40 m. ; Rear Saint
Maurice C, 25 m. ; Rear Saint Maurice D, 42 m. ;
Rear Saint Maurice E, 50 m. ; Rear Flamand 1
North, 26 m. ; Rear Flamand 2 North, 50 m. ; Rear
Manouan 2 South, 44 m. ; Saint Maurice 15 West,
50 m. ; Manouan 3 North, 35 m. ; Rear Manouan 3
North, 30 m. ; Rear Manouan 4 North, 30 m. ;
Manouan 4 North, 50 m. ; Manouan 8 South, 50 m. ;
Manouan 9 South, 35 m. ; Rear Manouan C North,
50 m. ; Rear Manouan D North, 50 m. ; Saint Mau-
rice 13 West, 50 m. ; Saint Maurice 14 West, 50 m. ;
Pierriche 1 East, 35 m. ; Bostonnais Island, 10 m. ;
Bostonnais 4 North, 25 m. ; Bostonnais 4 South, 20
m. ; Bostonnais 2 South, 50 m. ; Bostonnais 3 South,
50 m. ; Bostonnais East half 2 North, 25 m. ; Bos-
tonnais 3 North, 50 m. ; Croche 4 West, 50 m. ;
Rear Croche 4 East, 50 m. ; Rear Croche A, 40 m. ;
Rear Croche B, 50 m.

Montmagny.—Townships Rolette and Roux,
Moose River, 37 m. ; township Lafontaine, 17 $\frac{1}{2}$ m. ;
township Roux, 7 $\frac{1}{2}$ m. ; township Mailloux, 13 m. ;
township Ashburton, 3 $\frac{1}{2}$ m. ; township Talon, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Grandville.—Black River, No. 47, 33 175 m. ;
Township Armand : No. 2, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 3, 13 $\frac{1}{2}$ m. ;
No. 4, 18 m. ; township Escourt, No. 3, 8 475 m. ;
township Parke, No. 2, 9 m. ; township Parke, No.
3, 20 m.

Matapédia.—Township Awantjish, No. 2, 18 $\frac{1}{2}$
m. ; Rear river Metis, east, 18 $\frac{1}{2}$ m.

Rimouski-East.—Township Saint Denis, 14 m. ;
township McNider, No. 3, 7 $\frac{1}{2}$ m. ; township McNi-
der, No. 4, 7 $\frac{1}{2}$ m. ; township Matane, No. 3, 8 m.

Rimouski-West.—Township Duquesne, No. 3, 8
m. ; township Duquesne, No. 4, 13 m. ; Rimouski
river, centre east, 10 m. ; Rimouski river, centre
west, 32 m. ; Lake Temiscouata, 3rd range : block
1, 26 m. ; block 2, 26 m. ; block 3, 33 m. ; Rear
Rimouski river, No. 2, west, 18 m. ; township
Macpès, 7 m.

Gaspé-West.—Township Duchesnay, 70 m. ;
township Christie, 52 $\frac{1}{2}$ m. ; township Tourelle,
84 m.

Gaspé-East.—Township Rameau, No. 2, 21 m.

Bonaventure-West.—Little River, North Branch,
No. 1, 8 m. ; River Nouvelle, No. 2, 50 m. ;
Meadow Brook (Patapédia River), 30 m. ; River
Patapédia, No. 1, East, 28 m. ; Tom Ferguson
Brook, 33 m. ; Indian Brook, 56 m. ; Red Pine and
Chamberlain Brooks, 38 m.

Bonaventure-East.—River Bonaventure, No. 3,
50 m.

Saint Charles.—144 South, 20 m. ; 141 West, 20
m. ; 143, 18 m.

Lake Saint John-West.—River Peribonca, No.
125, 40 m. ; River Peribonca, No. 127, 50 m.

LIMITES AU NORD DU LAC SAINT-JEAN :

1^{er} rang : No 1, 41 m. ; No 4, 26½ m. ; No 5, 26½ m. ; No 6, 38½ m. ; 2^e rang : No 1, 18 m. ; No 2, 21 m. ; No 5, 32½ m. ; No 6, 34 m. ; No 7, 27 m. ; No 8, 18 m. ; 3^e rang : No 1, 17 m. ; No 2, 18½ m. ; No 5, 35 m. ; No 6, 30 m. ; No 7, 25 m. ; No 8, 18½ m. ; No 9, 26½ m.

Saguenay.—Canton Arnault, 30 m. ; Rivière Malbaie, No 1, 27 m. ; Rivière Amédée, 40 m. ; Rivières à la Chasse et aux Anglais, 34 m. ; St-Laurent Ouest, 30 m. ; Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1, 32½ m. ; Rivière Saint-Nicolas, 30 m. ; Rivière au Bouleau : No 1, 32 m. ; No 2, 20 m. ; No 3, 26 m. ; No 4, 28 m. ; No 5, 30 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Tortue : No 1, 26 m. ; No 2, 18 m. ; No 3, 28 m. ; No 4, 30 m. ; No 5, 34 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Saint-Jean : No 1, 24 m. ; No 2, 24 m. ; No 3, 23 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 20 m. ; No 6, 20 m. ; No 7, 12 m. ; No 8, 12 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 1, 22 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 2, 18 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est No 3, 20 m. ; Rivière au Saumon, No 1, 34 m. ; Rivière Chambers, No 1, 44 m. ; Rivière Portneuf : No 1 est, 50 m. ; No 2 est, 50 m. ; No 3 est, 50 m. ; No 4 est, 50 m. ; No 1 ouest, 50 m. ; No 2 ouest, 50 m. ; No 3 ouest, 50 m. ; No 4 ouest, 50 m. ; canton Laval No. 4, 1 m.

Conditions de la vente.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

1991-9

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce

LIMITS NORTH OF LAKE SAINT JOHN :

1st range : No. 1, 41 m. ; No. 4, 26½ m. ; No. 5, 26½ m. ; No. 6, 38½ m. ; 2nd range : No. 1, 18 m. ; No. 2, 21 m. ; No. 5, 32½ m. ; No. 6, 34 m. ; No. 7, 27 m. ; No. 8, 18 m. ; 3rd range : No. 1, 17 m. ; No. 2, 18½ m. ; No. 5, 35 m. ; No. 6, 30 m. ; No. 7, 25 m. ; No. 8, 18½ m. ; No. 9, 26½ m.

Saguenay.—Township Arnault, 30 m. ; River Malbaie, No. 1, 27 m. ; River Amédée, 40 m. ; River à la Chasse et aux Anglais, 34 m. ; Saint Lawrence-West, 30 m. ; River Mistassini et Sheldrake No. 1, 32½ m. ; River Saint Nicolas, 30 m. ; River au Bouleau : No. 1, 32 m. ; No. 2, 20 m. ; No. 3, 26 m. ; No. 4, 28 m. ; No. 5, 30 m. ; No. 6, 29 m. ; River Tortue : No. 1, 26 m. ; No. 2, 18 m. ; No. 3, 28 m. ; No. 4, 30 m. ; No. 5, 34 m. ; No. 6, 29 m. ; river Saint John : No. 1, 24 m. ; No. 2, 24 m. ; No. 3, 23 m. ; No. 4, 18 m. ; No. 5, 20 m. ; No. 6, 20 m. ; No. 7, 12 m. ; No. 8, 12 m. ; River Saint John, East Branch, No. 1, 22 m. ; River Saint John, East Branch, No. 2, 18 m. ; River Saint John, East Branch, No. 3, 20 m. ; Salmon River, No. 1, 34 m. ; River Chambers, No. 1, 44 m. ; River Portneuf : No. 1 E, 50 m. ; No. 2 E, 50 m. ; No. 3 E, 50 m. ; No. 4 E, 50 m. ; No. 1 W, 50 m. ; No. 2 W, 50 m. ; No. 3 W, 50 m. ; No. 4 W, 50 m. ; township Laval No. 4, 1 m.

Conditions of sale.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered or sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

1992

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar

soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2735

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éoluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2736

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the

avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

2737

session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

2738

Avis Divers

Court Supérieure, }
 Québec.
 Virginie Bégin, de la ville de Lévis, épouse de Joseph Bégin, du même lieu, restaurateur,
 Demanderesse ;

vs.

Joseph Bégin, de la ville de Lévis, restaurateur,
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le six juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

J. E. FORTIN.

2853

[Proc. de la demanderesse.

Province de Québec, }
 District de Beauharnois, } Cour Supérieure.
 No. 413.

Dame Marguerite Branchaud, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Louis Leduc, maître-charretier, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Leduc, Défendeur ;

et

Ernest Lussier et al, Tiers-saisi.

La demanderesse, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

L. J. PAPINEAU,

Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 30 juin 1898.

2869

Canada, }
 Province de Québec, } Cour Supérieure
 District de Québec. }
 No. 679.

Dame Marie Nolin, de Québec, épouse de Cyrille Labrecque, de Québec, laitier, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Cyrille Labrecque, de Québec, laitier,
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le six juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

J. E. FORTIN,

2789-2

Proc. de la demanderesse.

Province de Québec, }
 District de Joliette. } Cour Supérieure.
 No. 2949.

Dame Julienne Eno dite Deschamps, de la paroisse de Repentigny, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Léopold Rivest, forgeron, du même lieu,
 Demanderesse ;

vs.

Léopold Rivest, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

R. DESALABERRY,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 23 juin 1898.

2721-2

Canada, }
 Province de Québec, } Cour Supérieure.
 District de Saint-François. }
 No. 938.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la dite cour, par Dame Eliza M. Thomas, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Edwin Forest Keene, marchand de bois, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes, contre son dit mari, Edwin Forest Keene.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 juin 1898.

2651-3

Miscellaneous Notices

Superior Court, }
 Québec.

Virginie Bégin, of the town of Lévis, wife of Joseph Bégin, of the same place, eating-house keeper,
 Plaintiff ;

vs.

Joseph Bégin, of the town of Lévis, eating-house keeper,
 Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the sixth of July, one thousand eight hundred and ninety eight.

J. E. FORTIN,

2854

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois, } Superior Court.
 No. 413.

Dame Marguerite Branchaud, of the town of Salaberry de Valleyfield, said district, wife common as to property of Louis Leduc, master carter, formerly of the same place, and now of parts unknown, duly authorized to sue,
 Plaintiff ;

vs.

The said Louis Leduc, Defendant ;

and

Ernest Lussier et al, Garnishees.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the defendant.

L. J. PAPINEAU,

Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 30th June, 1898.

2870

Canada, }
 Province of Quebec, } Superior Court.
 District of Quebec. }
 No. 679.

Dame Marie Nolin, of Quebec, wife of Cyrille Labrecque, of Quebec, milkman, duly authorized to sue,
 Plaintiff ;

vs.

Cyrille Labrecque, of Quebec, milkman,
 Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the sixth of June, one thousand eight hundred and ninety-eight.

J. E. FORTIN,

2790

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } Superior Court.
 No. 2949.

Dame Julienne Eno dite Deschamps, of the parish of Repentigny, in the district of Joliette, wife common as to property of Léopold Rivest, blacksmith, of the same place,
 Plaintiff ;

vs.

Léopold Rivest, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

R. DESALABERRY,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 23rd June, 1898.

2722

Canada, }
 Province of Quebec, } Superior Court.
 District of Saint-François. }
 No. 938.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said court, by Dame Eliza M. Thomas, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Edwin Forest Keene, lumberman, of the same place, duly authorized to sue against her said husband, Edwin Forest Keene.

J. LEONARD,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 21st June, 1898.

2652

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2199.

Exilda Jibouleau, des cité et district de Montréal,
épouse de Narcisse Richer, cordonnier, du même
lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Narcisse Richer, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intenté
dans cette cause, le 11 mai dernier.

SAINT PIERRE, PELISSIER & WILSON,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 27 juin 1898. 2747-2

Avis public est par le présent donné que, sous un
mois après la publication du présent avis, dans la
la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera
faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en
conseil pour obtenir une charte par lettres patentes,
en vertu des dispositions de la "Loi Corporative
des Compagnies à fonds social et amendements",
constituants les requérants et telles autres personnes
qui pourront devenir actionnaires dans la compa-
gnie projetée, en corporation et corps politique sous
le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom social de la compagnie projetée sera,
"La Compagnie Michel Lefebvre (limitée)."

2° Les objets pour lesquels la constitution en
corporation est demandée, sont :

(a) L'acquisition de l'intérêt et de l'achalandage
des requérants dans la fabrication et le commerce
de vinaigre et conserves alimentaires actuellement
exploitées par eux.

(b) La fabrication du vinaigre et de ses dérivés.

(c) La fabrication des conserves au sucre, au
vinaigre, au sel et en général toutes autres conserves
alimentaires.

(f) Le brassage, le maltage et la fabrication de la
bière, du moût de bière, du ale, du porter et lager.

(g) La fabrication des vins.

(h) La fabrication des espèces, produits chimiques
et pharmaceutiques.

La fabrication de tout ce qui est inhérent à l'em-
ballage, l'emballage des produits ci-dessus.

Le commerce des produits ci-dessus et autres ar-
ticles d'épicerie.

L'achat ou le louage de propriétés immobilières
dans le but d'exercer ou d'étendre la fabrication et
le commerce des produits ci-dessus.

3° La principale place d'affaires de la dite compa-
gnie sera dans la cité de Montréal, dans la province
de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cent mille
piastres, divisé en mille actions de cent piastres
chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requé-
rants sont Michel Lefebvre, bourgeois ; Dame Marie
Geneviève Dina Laferrière, épouse séparée quant
aux biens de Michel Théodule Lefebvre, industriel ;
Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre, épouse
séparée quant aux biens de Michel Théodore Le-
febvre, industriel ; Ernest Lamy, marchand ; Mau-
rice Lefebvre, industriel, tous de la cité de Mont-
réal.

6° Les premiers directeurs de la compagnie seront
M. Michel Lefebvre, Dame Marie Geneviève Dina
Laferrière, Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre
et MM. Ernest Lamy et Maurice Lefebvre.

BISAILLON, BROSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 21 février 1898. 2843

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que dans
le mois suivant la dernière publication d'icelui, dans
la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à
Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,
pour une charte d'incorporation par lettres-patentes,
sous l'autorité du chapitre 31ème, section 21ème,
articles 4651 et suivants des statuts refondus de la

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2199.

Exilda Jibouleau, of the city and district of Mon-
treal, wife of Narcisse Richer shoemaker, of the
same place, Plaintiff ;

vs.

The said Narcisse Richer, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 11th of May last.

SAINT PIERRE, PELISSIER & WILSON,
Attorneys for plaintiff,
Montreal, 27th June, 1898. 2748

Public notice is hereby given that, within one
month after the publication hereof, in the *Quebec
Official Gazette*, an application will be made to His
Honor the lieutenant governor in council for the
granting of a charter by letters patent, under "The
Joint Stock Companies' Incorporation Act and
amendments," constituting the petitioners and such
others as may hereinafter become shareholders in
the company projected, a body politic and corporate
under the name and for the purposes hereinafter
mentioned :

1. The corporate name of the said company will
be "The Michel Lefebvre Company (limited)."

2. The purposes for which its incorporation is
required are :

(a) The acquisition of the good will and of the
custom of the petitioners in the manufacturing and
commerce of vinegar and alimentary preparations
non carried on by them.

(b) The manufacturing of vinegar and its deriva-
tives.

(c) The manufacturing of preserves with sugar,
with vinegar, salt and generally and other alimentary
preserves.

(f) The brewing, the malting and the manufac-
turing of beer, mash, ale, porter and lager.

(g) The manufacturing of wines.

(h) The manufacturing of spices, chemical and
pharmaceutical products.

The manufacturing of everything connected with
the packing of the above mentioned products.

Dealing in the said articles.

Purchasing and leasing real estate for the purpose
of carrying on or extending the manufacturing and
business in the said products.

3. The principal place of business of the said com-
pany will be in the city of Montreal, in the province
of Quebec.

4. The amount of its capital stock will be one
hundred thousand dollars divided into one thousand
shares of one hundred dollars each.

5. The names, residences and occupations of the
petitioners are Michel Lefebvre, gentleman ; Dame
Marie Geneviève Dina Laferrière, wife separated as
to property of Michel Théodule Lefebvre, manufac-
turer ; Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre, wife
separated as to property of Michel Théodore Le-
febvre, manufacturer ; Ernest Lamy, merchant ;
Maurice Lefebvre, manufacturer, all of the city of
Montreal.

6. The first directors of the company will be
Michel Lefebvre, Dame Marie Geneviève Dina
Laferrière, Dame Marie Louise Mathilda Sylvestre
and Messrs Ernest Lamy and Maurice Lefebvre.

BISSAILLON, BROSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for Petitioners.

Montreal, 21st February, 1898. 2844

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that within a month
following the last publication of this notice, in the
Official Gazette of Quebec, a petition will be pre-
sented to His Honor the lieutenant governor in
council, for a charter of incorporation by letters
patent, under the authority of the chapter 31st,
section 21, article 4651 and following of the revised

province de Québec, traitant de la constitution en corporations des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui deviendront actionnaires de la compagnie projetée un corps politique et incorporé, sous le nom et pour les objets ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est "La Compagnie à tabac de Saint-Laurent, limitée."

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée sera : d'acheter, manufacturer et vendre du tabac domestique ou étranger sous toutes ses formes, soit comme tabac en feuilles, soit comme tabac pressé, à chiquer ou à fumer, soit comme tabac haché, soit comme cigares ou cigarettes.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera : La ville Saint-Laurent, en la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du capital de la dite compagnie est de \$20,000.00.

5° Le nombre des actions est de 200, et le montant de chaque action de \$100.00.

6° Les noms, l'adresse et la profession de chaque requérant sont : Hormisdas Trudeau, commerçant ; Eugène Berthelette, peintre ; Gervais Cousineau, cultivateur ; Jean-Baptiste Valade, entrepreneur ; Zéphirin Therrien, comptable ; Philémon Cousineau, avocat, tous de la ville Saint-Laurent ; Jules Desmarchais, cultivateur, de la Côte des Neiges ; W. J. Proulx, notaire ; Homère Wolff, cordonnier, ces deux derniers de Montréal, dans le district de Montréal, desquels les dits Homère Wolff, Jules Desmarchais, Philémon Cousineau, Zéphirin Therrien, Hormisdas Trudeau seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 25 juin 1898.

2719-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1. Le nom social de la compagnie projetée sera "The West End Theatre Company."

2. Les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée, sont :

(a) D'acquiescer par achat, location ou autrement, un terrain dans la cité de Montréal, pour y construire un théâtre ;

(b) De construire sur le dit terrain, quand la chose sera requise, un théâtre dans la dite cité de Montréal ;

(c) D'exploiter pour des fins théâtrales, en donnant et tenant dans la dite bâtisse ou ailleurs des réceptions et représentations ; de louer certaines parties de la dite bâtisse pour des fins théâtrales ou musicales, et pour magasins, résidences ou autres fins légales.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie est de cent mille piastres (\$100,000).

5° Le nombre d'actions sera de mille, de cent piastres (\$100) chacune.

6° Les noms au long, adresses et professions de chaque requérant sont comme suit :

L'honorable Alfred A. Thibaudeau, sénateur ; Raymond Préfontaine, avocat et conseil de la Reine, et membre du parlement de la Puissance ; William Mann, entrepreneur ; William Barclay Stevens, gérant ; William Strachan, manufacturier ; Beau-

statutes of the province of Quebec, regarding the incorporations of the Joint Stock Companies, constituting the petitioners and such other persons which may become shareholders in said company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is : "The Saint Lawrence Tobacco Company, limited."

2. The purpose for which the constitution in corporation is sought is : to buy, manufacture and sell domestic and foreign tobacco in all its shapes, either as leaves tobacco, either as pressed tobacco, either as chewing tobacco, either as smoking tobacco, either as cut tobacco, either as cigars or cigarettes.

3. The principal place of business of said company will be : The town of Saint Laurent, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock of said company is \$20,000.00.

5. The number of the shares is 200, and the amount of each share \$100.00.

6. The names, addresses and occupation of each petitioner are as follows : Hormisdas Trudeau, merchant ; Eugène Berthelette, painter ; Gervais Cousineau, farmer ; Jean-Baptiste Valade, contractor ; Zéphirin Therrien, accountant ; Philémon Cousineau, advocate, all of the town of Saint Laurent ; Jules Desmarchais, farmer, of la Côte des Neiges ; W. J. Proulx, notary ; Homère Wolff, shoemaker, both of Montreal, in the district of Montreal, of which the said Homère Wolff, Jules Desmarchais, Philémon Cousineau, Zéphirin Therrien, Hormisdas Trudeau will be the first and provisional directors of said company.

BASTIEN BERGERON & COUSINEAU,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 25th June, 1898.

2720

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, to obtain a charter by letters patent, in pursuance of the "Joint Stock Companies Incorporation Act" and amendments, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The proposed corporate name of the company is "The West End Theatre Company."

2° The purposes within the purview of the act for which incorporation is sought, are :

(a) To acquire by purchase, lease or otherwise, land in the city of Montreal, upon which to construct a theatre ;

(b) To construct on said land, when so required, a theatre in the said city of Montreal ;

(c) To carry on a general theatrical business and the giving and holding of public and private performance and entertainments in said building and elsewhere ; and to lease portions of the said building for the purposes of theatrical or musical entertainments, and for stores, dwelling houses or for other lawful purposes.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is one hundred thousand dollars (\$100,000).

5. The number of shares is to be one thousand, of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are as follows :

The Honorable Alfred A. Thibaudeau, senator ; Raymond Préfontaine, advocate and Queen's counsel, and a member of the Dominion parliament ; William Mann, contractor ; William Barclay Stephens, manager ; William Strachan, manufacturer ;

mont Shepherd, gérant, et David Russell, marchand, tous de la cité et du district de Montréal.

7. Les dits William Strachan, Beaumont Shepherd et David Russell seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels résident tous en Canada.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 juin 1898. 2633-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer Châteauguay et Nord, aura lieu au Bureau de la Compagnie, No. 8, Côte de la Place d'Armes, Montréal, mercredi, le 13^e jour de juillet prochain 1898, à deux heures de l'après-midi, pour élire les directeurs pour la prochaine année et spécialement pour autoriser les directeurs à vendre, échanger ou abandonner certains bons maintenant en la possession de la Compagnie, et pour prendre en considération toutes autres matières se rapportant aux affaires de la dite Compagnie.

J. P. MULLARKEY,

Secrétaire.

Montréal, 27 juin 1898. 2731-2

Avis public est par le présent donné que Charles O. Swanson, agent d'émigration; Francis G. Gale, manufacturier; Mark L. Hodgson, boulanger; David Johnson, entrepreneur et Levi W. Wyman, maître de poste, tous du village de Waterville, dans le district de Saint-François, syndics de la compagnie du cimetière Greenwood, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux articles 5253 et suivants des statuts révisés de la province de Québec, pour la ratification d'un acte de vente par dame Charlotte A. Spriggings aux dits syndics, passé devant E. B. Worthington, notaire public, le vingt-neuvième jour d'avril, dix-huit cent quatrevingt-dix-huit.

CATE, WELLS & WHITE,

Solliciteurs des syndics.

Sherbrooke, 9 mai 1898. 2083-8

Candidat pour l'admission à la pratique de la profession légale.

Gaudet, Joseph Hector, 28 ans, Arthabaskaville.

AUGUSTE NOEL,

Sec. du Barreau d'Arthabaska.

Arthabaskaville, 30 juin 1898. 2805-2

Avis de Faillites

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Kamouraska, }
Dans l'affaire de Antoine Rossignol, Saint-Philippe de Néri, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 avril 1898, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous, dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,

Curateurs-conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.

Québec, 30 juin 1898. 2815

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal, }

Dans l'affaire de Lightbound Ralston & Co., de Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 20^e jour de juin 1898, par ordre de l'honorable M. le juge

Beaumont Shepherd, manager, and David Russell, merchant, all of the city and district of Montreal.

7. The said William Strachan, Beaumont Shepherd and David Russell shall be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are residents in Canada.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th June, 1898. 2634

NOTICE

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Châteauguay & Northern Railway Company, will be held at the office of the company, 8 Place d'Armes Hill, Montreal, on Wednesday, the 13th day of July next, 1898, at 2 o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors for the ensuing year and specially to authorize the sale, exchange or surrender by the directors of certain bonds now held by the company, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

J. P. MULLARKEY,

Secretary.

Montreal, 27th June, 1898. 2732

Public notice is hereby given that Charles O. Swanson, emigration agent; Francis G. Gale, manufacturer; Mark L. Hodgson, baker; David Johnson, contractor and Levi W. Wyman, postmaster, all of the village of Waterville, in the district of Saint Francis, trustees of the Greenwood Cemetery Company, will apply to the Lieutenant Governor in council, in accordance with articles 5253 and following of the revised statutes of the province of Quebec, for the confirmation of a deed of sale by dame Charlotte A. Spriggings to the said trustees, passed before E. B. Worthington, notary public, on the twenty-ninth day of April, eighteen hundred and ninety-eight.

CATE, WELLS & WHITE,

Solicitors for trustees.

Sherbrooke, 9th May, 1898. 2084

Candidate for admission to practice law.

Gaudet, Joseph Hector, 28 years, Arthabaskaville.

AUGUSTE NOEL,

Sec. Arthabaska Bar.

Arthabaskaville, 30th June, 1898. 2806

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Kamouraska, }
In the matter of Antoine Rossignol, Saint-Philippe de Néri, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 28th of April, 1898, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us, within thirty days of this date.

PARADIS & JOBIN,

Joint Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.

Québec, 30th June, 1898. 2816

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal, }

In the matter of Lightbound Ralston & Co., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 20th day of June, 1898, by order of the Hon. Mr justice

Mathieu, j'ai été nommé curateur des biens des
ausdits faillis.

Les réclamations doivent être déposées dans mon
bureau sous trente jours de la date d'icelui,

JOSEPH R. FAIR,
Curateur.

Bureau de Denoon & Fair,
Comptables, Montréal.
Montréal, 22 juin 1898.

2835

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.
No. 70.

In re Michel Thivierge, jr. marchand, 432, rue Dor-
chester, Montréal, P. Q. Failli,
et

Joseph L. Perron, Gardien Provisoire.
Aux créanciers du dit failli

Avis vous est donné que le trentième jour de
juin 1898, le dit failli a déposé son bilan au greffe
de la Cour Supérieure du district de Montréal.

JOSEPH L. PERRON,
Gardien Provisoire.

Montréal, 5 juillet 1898.

2845

Canada,
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Beauce.
No 2763.

F. Morency, Requérent ;

vs.

François Brousseau, marchand, de la paroisse de
Saint-Honoré de Shenley, district de Beauce,
Insolvable, Défendeur.

Avis est par le présent donné, que le défendeur
insolvable, a, ce jour, fait cession de ses biens au
bureau du protonotaire de la cour supérieure, du
district de Beauce, et dépose son bilan pour le béné-
fice de ses créanciers.

G. S. THEBERGE,
Gardien-provisoire.

Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1898.

2859

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Kamouraska.

Dans l'affaire de Antoine Rossignol, Saint-Philippe
de Néri, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 18 juillet prochain, après laquelle date ce
dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 juin 1898.

2817

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec.

Avis est par le présent donné que D. E. Fournier
& Cie, tabacconistes, de Québec, ont fait cession de
leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le
27 juin 1898, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure pour le district de Québec, conformé-
ment à la loi.

PARADIS & JOBIN,
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 juin 1898.

2813

Mathieu, I was appointed curator to the estate of
the above named insolvents.

Claims must be filed at my office within thirty
days from the date hereof.

JOSEPH R. FAIR,
Curator.

Office of Denoon & Fair,
Accountants, Montreal.
Montreal, 22nd June, 1898.

2836

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.
No. 70.

In re Michel Thivierge, Jr. merchant, 432 Dor-
chester street, Montreal, P. Q. Insolvent.
and

Joseph L. Perron, Provisional Guardian.
To the creditors of the insolvent.

Take notice that on the thirtieth day of June,
1898, the said insolvent has filed his statement in
the Prothonotary's Office of the district of Montreal.

JOSEPH L. PERRON,
Provisional Guardian.

Montreal, 5th July, 1898.

2846

Quebec,
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Beauce.
No. 2763.

F. Morency, Petitioner ;

vs.

François Brousseau, merchant, of the parish of
Saint Honoré de Shenley, district of Beauce,
Defendant, Insolvent.

Notice is hereby given that the defendant in-
solvent, has, this day, made a judicial abandonment
of his property for the benefit of his creditors and
filed his statement at the office of the prothonotary
of the district of Beauce.

G. S. THEBERGE,
Provisional guardian.

Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1898.

2860

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Kamouraska.

In the matter of Antoine Rossignol, Saint Philippe
de Néri, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
the 18th of July next, after which date dividend
will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 30th June, 1898.

2818

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec.

Notice is hereby given that D. E. Fournier & Co.,
tobacco merchants, of Quebec, have, on the 27th of
June, 1898, made a judicial assignment of their
property for the benefit of their creditors, at the
prothonotary's office of the superior court for the
district of Quebec, according to law.

PARADIS & JOBIN,
Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 30th June, 1898.

2814

Vente d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE.

Vente de propriétés immobilières situées aux Nos. 445, rue Rachel, Montréal, et 456, 458, 460, Elm Avenue, Westmount.

Dans l'affaire de Victoria Boucher, faisant affaire sous les nom et raison sociale de Adolphe Lebeau & Cie, contracteurs, Montréal.

Les soussignés vendront à l'encan public, au plus offrant et dernier enchérisseur, J E U D I, le 21 JUILLET 1898, à 11 heures A. M., à leur salle d'encan, No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, les immeubles ci-après désignés :

1° La partie centrale de certains lots de terre situés dans le village Saint-Jean-Baptiste, en la dite cité de Montréal, connus et désignés comme étant partie des subdivisions douze cent vingt-quatre, douze cent vingt-cinq, douze cent vingt-six, douze cent vingt-sept et douze cent vingt-huit du lot officiel numéro quinze, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses deasus érigées ; mesurant la dite propriété présentement vendue dix-sept pieds et trois pouces de front sur la rue Rachel et dix-huit pieds et deux pouces en arrière par une profondeur totale de quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces dans la ligne sud-ouest et de quatre-vingt-neuf pieds et deux pouces dans la ligne nord-est à partir de la ligne de la rue Rachel, auquel point de la dite ligne le dit lot s'élargit d'un pied à angle droit sur une profondeur additionnelle de neuf pieds et quatre pouces, le tout mesure anglaise et plus ou moins ; bornée en front par la dite rue Rachel, en arrière par la subdivision douze cent vingt-trois du dit lot officiel numéro quinze, d'un côté au nord-est par les portions nord-est des dites subdivisions 1224, 1225, 1226, 1227 et 1228 du dit lot officiel numéro quinze, et de l'autre côté par les portions sud-ouest des mêmes subdivisions ; le coin sud de la dite propriété présentement vendue se trouve à une distance de trente pieds du coin de la dite rue Rachel et de l'Avenue de l'Hôtel de Ville, avec le droit de passage dans la ruelle située en arrière de la dite subdivision 1224, ainsi que le droit de passage dans la ruelle conduisant de la ruelle en dernier lieu mentionnée jusqu'à la rue Rachel.

2° Un certain emplacement ou lot de terre situé dans la ville de la Côte Saint-Antoine, maintenant Westmount, mesurant vingt-cinq pieds de front par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme étant la subdivision quarante-sept de la subdivision un du lot officiel numéro trois cent soixante-quatorze (374-1-47), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses deasus érigées.

3° Un lot de terre situé dans la ville de Westmount, connu et désigné comme étant la subdivision quarante-huit (48) de la subdivision une (1), du lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze (No 374-1-48), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front par cent cinq pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses deasus érigées.

4° Un certain lot de terre situé sur Elm Avenue, dans la dite ville de Westmount, connu et désigné comme étant la subdivision quarante-neuf (49) de la subdivision une (1), du lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze (374-1-49), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec l'usage en commun des ruelles portant les numéros 374-1-56, 374-1-37 et 374-1-66, avec le droit d'entrée et de sortie sur les dits lots sans

Sales of Real Estates under Insolvent Acts.

INSOLVENT NOTICE.

Sale of immovable properties situated at No. 445, Rachel street, Montreal, and 456, 458 and 460, Elm Avenue, Westmount.

In the matter of Victoria Boucher, doing business under the name and style of Adolphe Lebeau & Co., contractors, Montreal.

The undersigned will sell by public auction to the highest and last bidder, THURSDAY, the 21st JULY, 1898, at 11 o'clock A. M., at their auction room, No. 69, Saint James street, Montreal, the following immovables :

1° The central part of certain lots of land situate in the village of Saint Jean-Baptiste, in the said city of Montreal, known and designated as forming part of subdivisions twelve hundred and twenty-four, twelve hundred and twenty-five, twelve hundred and twenty-six, twelve hundred and twenty-seven and twelve hundred and twenty-eight of official lot number fifteen, on the plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste, county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected and measuring the said property now to be sold seventeen feet three inches front on Rachel street and eighteen feet two inches in rear on a total depth of ninety-eight feet and six inches in the south west line and of eighty-nine feet two inches in the north east line from the line of Rachel street, to which point of said line the said lot widens by one foot at right angle on an additional depth of nine feet four inches, the whole being english measure, more or less ; bounded in front by said Rachel street, in rear by subdivision number twelve hundred and twenty-three of said official lot number fifteen, on one side to the north east portions of said subdivisions 1224, 1225, 1226, 1227 and 1228 of said official lot number fifteen, and on the other side by the south west portions of the same subdivisions ; the south corner of the said property now to be sold is situate thirty feet distance from the corner of said Rachel street and City Hall Avenue, together with the right of passage in the lane situate in rear of said subdivision number twelve hundred and twenty-four, as well as the right of passage in the lane leading from the lane last above mentioned to the said Rachel street.

2. A certain emplacement or lot of land situate in the town of Côte Saint Antoine, now Westmount, measuring twenty-five feet front by one hundred and five feet in depth, english measure, more or less, known and designated as being subdivision forty-seven of the subdivision one of official number three hundred and seventy-four (374-1-47), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected.

3. A lot of land situate in the town of Westmount, known and designated as being the subdivision forty-eight (48) of the subdivision one (1), of the lot official number three hundred and seventy-four (No. 374-1-48), on the official number plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in front by one hundred and five feet in depth, english measure, and more or less—with buildings thereon erected.

4. A certain lot of land situate on Elm Avenue, in the said town of Westmount, known and designated as being the subdivision forty-nine (49) of the subdivision one (1), of the lot official number three hundred and seventy-four (No. 374-1-49), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in front by one hundred and five feet in depth, english measure, and more or less, with the use in common of the lanes bearing numbers 374-1-56, 374-1-37 and 374-1-66, with the right of egress and ingress to said

pouvoir les obstruer—et avec les bâtisses dessus érigées.

5° Un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, en la dite cité de Montréal, à distraire du lot officiel numéro seize cent quatre-vingt-six des plan et livres de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, connu et désigné comme étant la partie nord du dit lot officiel numéro seize cent quatre-vingt-six des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, contenant soixante-quinze pieds de front par cent quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, le dit lopin de terre borné comme suit : en front par la rue Guy, en arrière par une ruelle ne portant pas de numéro officiel mais décrite aux susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord, partie par les subdivisions dix-huit, dix-neuf et vingt du dit lot officiel numéro seize cent quatre-vingt-six, et partie par une autre ruelle décrite aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mais ne portant pas de numéro officiel, et de l'autre côté au sud par le résidu du dit lot officiel No 1686, avec droit dans les ruelles sus-mentionnées—avec la bâtisse en pierre et briques solides, sus-érigées et connue sous le nom de "Montreal Collegiate Institute", étant le numéro quatre cent soixante et cinq (465), de la rue Guy, dont le mur nord est mitoyen jusqu'à la profondeur de trente pieds de front, le tout plus ou moins ; ainsi que le tout se poursuit et comporte circonstances et dépendances, sans aucune exception ou réserve quelconque.

Tout enchérissur en offrant une enchère devra déposer entre les mains de l'encanteur un chèque accepté pour la somme de \$500.

Pour autres informations et examen du cahier des charges, s'adresser à

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Curateurs-conjoints.

41, Bâtisses des Tramways, Montréal.

MARCOTTE FRÈRES,

Encanteurs.

2811

lots, but without the right to encumber the same—and with quillings thereon erected.

5. That certain emplacement situate in the Saint Antoine ward, in the said city of Montreal, being the northern part of the lot known and designated as lot number sixteen hundred and eighty six on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, measuring said portion hereby sold seventy-five feet in front by one hundred and eighty six feet in depth, english measure, the whole and more or less ; bounded said portion as follows : in front by Guy street, in rear by a common lane not having any official but described on the said official plan, on one side to the north partly by the sub divisions eighteen, nineteen and twenty of the said official lot, and partly by another lane described on the said official plan, but not having any official number, and on the other side to the south by the remaining portion of said official lot with right of passage in the said lanes—with the solid stone and brick building erected on said portion and known as the Montreal Collegiate Institute and being number four hundred and sixty-five (465), of Guy street, the north wall of which is mitoyen to the depth of thirty feet from the front, the whole more or less ; as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

Intending bidders to deposit with auctioneer an accepted cheque for \$500, when making bid.

For further informations and specifications cahier des charges, apply to

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON.

Joint curators.

41, Montreal street railway buildings.

MARCOTTE BROS,

Auctioneers.

2812

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LA CORPORATION**
No 108. } **MUNICIPALE DE**

LA PAROISSE DE SAINT-VALERE DE BULSTRODE, Demanderesse ; contre **EPHREM LEMAY**, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot numéro onze, du neuvième rang du canton de Bulstrode, contenant environ cinq arpents de terre en superficie ; borné en front au chemin, d'un côté et en arrière à Théophile Comeau, et de l'autre côté au sud-ouest à la compagnie du Grand-Tronc—avec moulins et autres bâtisses dessus construites, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bulstrode, comme faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt (No 480) du cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, le DIXIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif,

Arthabaskaville, 6 juillet 1898.

[Première publication, 9 juillet 1898.]

Député Shérif.

2855

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **THE MUNICIPAL COR-**
No 108. } **PORATION OF THE**

PARISH OF SAINT VALERE OF BULSTRODE, Plaintiff; against **EPHREM LEMAY**, Defendant.

An emplacement forming part of lot number eleven, in the ninth range of the township of Bulstrode, containing about five arpents of land in superficies ; bounded in front to the road, on one side and in the rear to Théophile Comeau, and on the other side south westerly to the Grand Trunk Company—with the mills and other buildings thereon erected, known and distinguished on the official plan and book of reference for the township of Bulstrode, as forming part of lot number four hundred and eighty (No. 480) of the cadastre.

To be sold at the parochial church door of Saint Valère of Bulstrode, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office,

Arthabaskaville, 6th July, 1898.

[First published, 9th July, 1898.]

Deputy Sheriff.

2856

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **MICHEL FONTAINE,**
 No. 56. } Demandeur ; contre
NAPOLÉON BEAULAC, Défendeur.

Un morceau de terre dans le deuxième rang du canton de Simpson, dans le comté de Drummond, d'environ six arpents de largeur sur environ quatorze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant les lots numéros un i et un k (Nos 1 i et 1 k), des plan et livre de renvoi officiels du deuxième rang du dit canton—avec ensemble deux maisons, deux granges, deux écuries et autres bâties dessus érigées ; la dite propriété bornée en front ou au nord-est par le chemin de la concession entre les deuxième et troisième rangs du dit canton et par l'emplacement ci-après mentionné d'Henry Proulx, en arrière ou au sud-ouest par la propriété de François Bergeron, étant le numéro un B, des plan et livre de renvoi officiels du dit deuxième rang, au sud-est par la propriété de Zéphirin Côté, étant le numéro deux a, des susdits plan et livre de renvoi officiels du dit deuxième rang, et au nord-ouest par la ligne de la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, et étant partie du lot numéro un c, des susdits plan et livre de renvoi officiels, à la réserve cependant d'icelui de l'emplacement d'Henry Proulx, étant le numéro un J, des susdits plan et livre de renvoi officiels du dit deuxième rang du canton de Simpson.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Arthabaskaville, 15 juin 1898. 2579-2
 [Première publication, 18 juin 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **JOSEPH ABRAHAM MORIN,**
 No. 443. } Ecr. Demandeur ; contre
AMEDEE BOILY, Défendeur, savoir :

Une terre située dans le sixième rang du canton de Broughton, faisant partie du lot numéro vingt-six du dit rang, contenant cent acres de terre en superficie, maintenant connue et désignée sous les numéros sept cent dix et sept cent onze (710 et 711), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le DIXIÈME jour d'AOUT prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Joseph, Beauce, 6 juillet 1898. 2867
 [Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **ISAAC JACKSON, de la cité**
 No. 2732. } de Boston, en l'état de
 Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique,
 ès-qualité, Demandeur ; contre **LA COMPAGNIE**
POUR L'EXPLOITATION DES MINES D'OR
DU LOUP, Défenderesse, savoir :

1° Les lots numéros soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt et quatre-vingt-un (76, 77, 78, 79, 80 et 81),

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Arthabaska*

Arthabaska, to wit : } **MICHEL FONTAINE,**
 No. 56. } Plaintiff ; against **NA-**
POLEON BEAULAC, Defendant.

A piece of land in the second range of the township of Simpson, in the county of Drummond, about six arpents in width by about fourteen arpents in depth, the whole more or less, being lots numbers one i and one k (Nos. 1i and 1k), of the official plan and book of reference for the second range of the said township—together with the two houses, two barns, two stables and other buildings thereon erected ; the said property bounded in front or to the north east by the concession road between the second and third ranges of the said township and by the emplacement hereinafter mentioned of Henry Proulx, in rear or to the south west by the property of François Bergeron, being lot number one B, of the official plan and book of reference for the said second range, to the south east by the property of Zéphirin Côté, being lot number two a, of the aforesaid official plan and book of reference for the said second range, and to the north west to the line of the Drummond County Railway Company, and being part of lot number one c, of the aforesaid official plan and book of reference, reserving however therefrom the emplacement of Henry Proulx, being lot number one J, of the aforesaid official plan and book of reference for the said second range of the township of Simpson.

To be sold at the parochial church door of Saint-Cyrille of Wendover, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
 Arthabaskaville, 15th June, 1898. 2580
 [First published, 18th June, 1898.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **JOSEPH ABRAHAM MORIN,**
 No. 443. } esquire, Plaintiff ; against
AMEDEE BOILY, Defendant, to wit :

A land situate in the sixth range of the township of Broughton, forming part of lot number twenty-six of the said range, containing one hundred acres of land in area, now known and designated as numbers seven hundred and ten and seven hundred and eleven (710 and 711), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Victor de Tring—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Le Sacré Cœur de Jésus, on the TENTH day of AUGUST next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Saint Joseph, Beauce, 6th July, 1898. 2868
 [First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **ISAAC JACKSON, of the city**
 No. 2732. } of Boston, in the State of
 Massachusetts, one of the United States of America,
 ès-qualité, Plaintiff ; against **LA COMPAGNIE**
POUR L'EXPLOITATION DES MINES D'OR
DU LOUP, Defendant, to wit :

1. Lots numbers seventy six, seventy seven, seventy eight, seventy nine, eighty and eighty one (76, 77, 78, 79, 80 and 81), in the first range of the

dans le premier rang du township de Linière, en les comtés et district de Beauce, à partir d'Aubin de l'Isle.

2° Les lots quarante, quarante-un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept et quarante-huit (40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48), dans le neuvième rang du township de Jersey, dans les comtés et district de Beauce.

Pour être vendus en deux lots, le premier comprenant les immeubles situés dans le township de Linière, et le second les immeubles situés dans le township de Jersey, au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain, à MIDI; conformément au jugement rendu par l'honorable juge H. C. Pelletier, le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 6 juillet 1898. 2865
[Première publication, 9 juillet 1898.]

township of Linière, in the county and district of Beauce, starting from Aubin de l'Isle.

2. Lots forty, forty one, forty two, forty three, forty four, forty five, forty six, forty seven and forty eight (40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 and 48), in the ninth range of the township of Jersey, in the county and district of Beauce.

To be sold in two lots, the first comprising the lots situate in the township of Linière, and the second the lots situate in the township of Jersey, at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the TWELFTH day of AUGUST next, at NOON; pursuant to the judgment rendered by the honorable judge H. C. Pelletier, on the fourth of July, one thousand eight hundred and ninety eight.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 6th July, 1898. 2866
[First published, 9th July, 1898.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **A** GÉSILAS LEPAGE, No 287. } de Saint-Alphonse, marchand, Demandeur; contre MICHEL FORTIN, de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean, Défendeur.

Une terre située dans le dixième rang du canton de Signay, dans la paroisse de Saint-Gédéon, composée du numéro vingt et un a (21a) de cinquante acres en superficie, et du numéro vingt et un c (21c) de quarante et un acres en superficie, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Signay—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Gédéon, le DIXIÈME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 5 juillet 1898. 2861
[Première publication, 9 juillet 1898.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Percé, à savoir : } **T** HEOPHILE LEDROIT, de No 2304. } la cité de Québec, marchand, Demandeur; contre ALFRED LITALIEN, de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, actuellement en la cité de Québec, Défendeur.

Une terre sise et située au premier rang des terres de la seigneurie de Sainte-Anne des Monts, de la contenance de un arpent et demi de front à partir du chemin de la Reine jusqu'au ruisseau qui la traverse, et deux arpents de front à partir du dit ruisseau jusqu'au bout de la profondeur, le tout plus ou moins; bornée par devant vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud aux terres du second rang; tenant d'un côté au nord-est à la terre de la Fabrique de Sainte-Anne des Monts, et du

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **A** GÉSILAS LEPAGE, of No. 287. } Saint Alphonse, merchant, Plaintiff; against MICHEL FORTIN, of Saint Gédéon, Lake Saint John, Defendant.

A land situate in the tenth range of the township of Signay, in the parish of Saint Gédéon, made up of number twenty-one a (21 a) of fifty acres in area, and twenty-one c (21 c) of forty-one acres in area, according to the official plan and book of reference of the said township of Signay—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Gédéon, on the TENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 5th July, 1898. 2862
[First published, 9th July, 1898.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Percé, to wit : } **T** HEOPHILE LEDROIT, of the No. 2304. } city of Québec, merchant, Plaintiff; against ALFRED LITALIEN, of the parish of Sainte Anne des Monts, actually in the city of Québec, Defendant.

A land lying and situate in the first range of lands of the seigniorie of Sainte Anne des Monts, containing one arpent and a half in front starting from the Queen's highway to the creek which crosses it, and two arpents in front starting from the said creek to the end of the depth, the whole more or less; bounded in front to the north by the river Saint Lawrence, in rear to the south by the lands of the second range; bounded on one side to the north east by the lot of the Fabrique of Sainte

côté sud-ouest à Rémi Pelletier ou ses représentants—avec maison, grange et autres bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Shérif.
Percé, 4 juillet 1898. 2889
[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—Comté de Gaspé

Percé, à savoir : { L'HONORABLE THOMAS CHASSE CASGRAIN, es-qualité, Demandeur ; l'honorable Louis Philippe Pelletier, es-qualité, demandeur en reprise d'instance, et l'honorable Horace Archambeault, es-qualité, demandeur en reprise d'instance ; contre CHARLES CARON, fils de Jules, Défendeur, et Jules Caron, adjudicataire.

Un lot de terre contenant un arpent et demi et une chaîne de front, sur la profondeur de la concession située dans la municipalité de Percé, dans le deuxième rang du canton de Percé, en le comté de Gaspé, étant la partie ouest du lot numéro cinq (5) ; borné en front par les terres du premier rang, en arrière par les terres du troisième rang, d'un côté vers l'est par Charles Robin Collas & Compagnie, limitée, et de l'autre côté vers l'ouest par le lot numéro six (6)—avec une maison, grange et autres bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu en mon bureau, en la municipalité de Percé, le vingt-sixième jour d'avril dernier 1898, aura lieu de nouveau à mon dit bureau, en la dite municipalité, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la folle-enchère de Jules Caron, ci-devant adjudicataire.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Shérif.
Percé, 11 juin 1898. 2561-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Joliette.

Joliette, à savoir : { L'HONORABLE HORACE ARCHAMBAULT, de la cité et du district de Québec, Procureur-Général de Sa Majesté pour la province de Québec, poursuivant pour et au nom de Notre Souveraine Dame la Reine, Demandeur ; contre ALPHONSE ST-GERMAIN, Défendeur.

1° Le lot de terre connu sous le numéro onze a (11a), du cinquième rang du cadastre de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, comté de Montcalm, district de Joliette, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du susdit canton, contenant cinquante acres, une verge et vingt-sept pieds, d'un côté à Alcide Lajeunesse, et de l'autre côté partie à McDuffy et partie à Alfred Vézina—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à dix heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 4 juillet 1898. 2841
[Première publication, 9 juillet 1898.]

Anne des Monts, and on the south west side by Rémi Pelletier or his representatives—with house, barn and outbuildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne des Monts, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Shérif.
Percé, 4th July. 1898. 2890
[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—County of Gaspé.

Percé, to wit : { THE HONORABLE THOMAS CHASSE CASGRAIN es-qualité, Plaintiff ; the Honorable Louis Philippe Pelletier, es-qualité, Plaintiff en reprise d'instance, and the Honorable Horace Archambeault, es-qualité, Plaintiff en reprise d'instance ; against CHARLES CARON, son of Jules, Defendant, and Jules Caron, adjudicataire.

A lot of land containing one arpent and a half and one chain in front, on the depth of the concession situate in the municipality of Percé, in the second range of the township of Percé, in the county of Gaspé, being the west part of lot number five (5) ; bounded in front by the lands of the first range, in rear by the lands of the third range, on one side towards the east by Charles Robin Collas & Company, limited, and on the other side towards the west by lot number six (6)—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which took place in my office, in the municipality of Percé, on the twenty-sixth day of April last, 1898, will take place again at my said office, in the said municipality, on the TWENTIETH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, at the resale of Jules Caron, the former purchaser.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Shérif.
Percé, 11th June, 1898. 2562
[First published, 18th June, 1898.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Joliette.

Joliette, to wit : { THE HONORABLE HORACE ARCHAMBAULT, of the city and district of Québec, Her Majesty's Attorney General for the province of Québec, suing for and in the name of Our Sovereign Lady the Queen, Plaintiff ; against ALPHONSE ST. GERMAIN Defendant.

1. A lot of land known as number eleven a (11a), of the fifth range of the cadastre of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, county of Montcalm, district of Joliette, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of the said township, containing fifty acres, one rod and twenty seven feet, on one side by Alcide Lajeunesse, and on the other side partly by McDuffy and partly by Alfred Vézina—with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 4th July, 1898. 2842
[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **L'HONORABLE HORACE**
 No 2818. } **ARCHAMBAULT**, de la
 cité et du district de Québec, procureur général de
 Sa Majesté pour la province de Québec, poursuivant
 pour et au nom de Notre Souveraine Dame la Reine,
 Demandeur ; contre **JEAN DESROCHER**, Défendeur.

1° Un lopin de terre située dans le neuvième rang de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, comté de Montcalm, district de Joliette, connu et désigné, le dit lopin de terre, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Kilkenny, sous partie du lot numéro onze c (11 c), du neuvième rang du dit canton de Kilkenny, ayant cent vingt pieds à la base à partir du chemin qu'il y a entre les neuvième et dixième rangs ; tenant d'un côté au surplus du dit lot numéro onze c (11 c), Joseph Lacroix, et de l'autre côté au No. 11 b, Théodule Labelle—bâti de maison et autres dépendances dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif,
 Joliette, 4 juillet 1898.

Shérif.
 2839

[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **ELIZÉE THÉRIAULT**, De-
 No 2947. } **mandeur ; contre TELES-**
PHORE BONIN, Défendeur.

1° Une terre située dans la concession de la Grande Chaloupe, en la paroisse de Saint-Thomas, district de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse, sous les numéros cinq cent cinquante-cinq et cinq cent cinquante-six (555 et 556)—avec bâtisses y érigées.

2° Une terre située dans la deuxième concession La Chaloupe, en la paroisse de Saint-Charles Borromée, district de Joliette, étant partie du lot numéro cent dix-sept (117), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse ; borné à un bout par veuve Narcisse Pelland, à l'autre bout et d'un côté par Joseph Latour, et de l'autre côté par Hercule Masse, et contenant environ trois quart d'arpent de largeur sur environ vingt arpents de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, savoir : les Nos 555 et 556 ; et le No 117, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif,
 Joliette, 14 juin 1898.

Shérif.
 2591-2

[Première publication, 18 juin 1898.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **THE HONORABLE HORACE**
 No. 2818. } **ARCHAMBAULT**, of the
 city and district of Quebec, Her Majesty's Attorney
 General for the province of Quebec, suing for and
 in the name of Our Sovereign Lady the Queen,
 Plaintiff ; against **JEAN DESROCHER**, Defen-
 dant.

1. A lot of land situate in the ninth range of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, county of Montcalm, district of Joliette, said lot of land being known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of Kilkenny, as part of lot number eleven c (11 c), of the ninth range of the said township of Kilkenny, measuring one hundred and twenty feet at its base, starting from the road that there is between the ninth and tenth ranges by a length of one arpent and a half in width by the balance of the depth of the lands of the ninth range of Kilkenny, said lot of cadastral lot of land thus going between the ninth and tenth ranges, to the division line between the ninth and tenth ranges ; bounded on one side by the surplus of said lot number eleven c (11 c), Joseph Lacroix, and on the other side by No. 11 b, Theodule Labelle—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
 Joliette, 4th July, 1898.

Sheriff.
 2840

[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **ELIZÉE THÉRIAULT**,
 No. 2947. } **Plaintiff ; against TE-**
TESPHORE BONIN, Defendant.

1. A land situate in the Grande Chaloupe concession, in the parish of Saint Thomas, district of Joliette, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as numbers five hundred and fifty-five and five hundred fifty-six (555 and 556)—with buildings thereon erected.

2. A land situate in the second La Chaloupe concession, in the parish of Saint Charles Borromée, district of Joliette, being part of lot number one hundred and seventeen (117), of the official plan and book of reference of the cadastre of that parish ; bounded at one end by widow Narcisse Pelland, at the other end and on one side by Joseph Latour, and on the other side by Hercule Masse, and containing about three quarters of an arpent in width by about twenty arpents in depth.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN of the o'clock in the forenoon, to wit : Nos. 555 and 556 ; and No. 117, at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
 Joliette, 14th June, 1898.

Sheriff.
 2592

[First published, 18th June, 1898.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } **DAMASE CARON**,
No. 964. } cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup. De-
mandeur ; contre **JOHN TURNER**, ci-devant de
la ville de Fraserville, et maintenant aux Etats-
Unis d'Amérique, Défendeur, c'est à savoir :

Un emplacement situé en la ville de Fraserville,
du côté nord du chemin des Raimonds, et portant
les numéros six cent deux, six cent trois, six cent
quatre et six cent cinq (Nos 602, 603, 604 et 605),
des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la
ville de Fraserville—avec les bâtisses dessus cons-
truites.

Pour être vendu en mon bureau, en la ville de
Fraserville, **JEUDI**, le **ONZIEME** jour d'**AOUT**
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rap-
portable suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 29 juin 1898.

Shérif.
2827

[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit de Témiscouata.

Kamouraska, à savoir : } **JOSEPH RIOUX**, mar-
No. 1966. } chand, de la paroisse
des Trois-Pistoles, Demandeur ; contre **OLIVIER**
DUMONT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-
Baptiste de l'Isle Verte, maintenant absent aux
Etats Unis d'Amérique, Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre située au second rang de la paroisse
de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte et portant les
numéros trois cent quatre-vingt-six et trois cent
quatre-vingt-sept (Nos 386 et 387), du cadastre offi-
ciel de la dite paroisse de l'Isle Verte, de 51 arpents
en superficie—avec bâtisse, circonstances et dépen-
dances.

2° Une autre terre située au troisième rang de la
dite paroisse de l'Isle-Verte, et portant le numéro
cinq cent quatre-vingt-six (No 586), du même
cadastre, de 47 arpents en superficie—circonstances
et dépendances.

3° Une autre terre située au quatrième rang de
la dite paroisse et portant les numéros six cent
quarante-huit et six cent quarante-neuf (Nos 648 et
649), du même cadastre, d'environ 30 arpents en
superficie—circonstances et dépendances.

4° Une autre terre située au dit quatrième rang
de la dite paroisse, étant la partie sud-ouest du
numéro six cent soixante et cinq (No 665), du
même cadastre ; borné au nord au troisième rang,
au sud au reste, au sud-ouest à Bruno Pelletier, et
au nord-est à Lazare Dumont—sans bâtisses, cir-
constances et dépendances.

5° Un circuit de terre situé au dit quatrième
rang de la dite paroisse, et portant les numéros sept
cent quarante-deux et sept cent quarante-trois
(Nos 742 et 743), du même cadastre, contenant 33
arpents en superficie—circonstances et dépen-
dances.

6° Un lot de terre étant le numéro quarante-trois
(No 43), du rang A, du cadastre du canton Viger—
circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit, savoir : les lots Nos
1, 2, 3, 4, 5, du présent avis, à la porte de l'église
de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte,
MERCREDI, le **DIXIEME** jour d'**AOUT** pro-
chain, à **DIX** heures avant-midi ; et le lot No 6, à la
porte de l'église de la paroisse de Saint-Epiphanie,
le **MEME JOUR**, à **TROIS** heures heures après-
midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 29 juin 1898.

Shérif.
2829

[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Kamouraska, to wit : } **DAMASE CARON**,
No. 964. } farmer, of the parish
of Saint Patrice de la Rivière-du-Loup, Plaintiff ;
against **JOHN TURNER**, formerly of the town of
Fraserville, and now in the United States of Ame-
rica, Defendant, to wit :

A lot situate in the town of Fraserville, road cal-
led Chemin des Raimonds, and bearing the numbers
six hundred and two, six hundred and three, six
hundred and four and six hundred and five (Nos.
602, 603, 604 and 605), of the official plan and book
of reference of the cadastre of the town of Fraser-
ville—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the town of Fraserville,
on **THURSDAY**, the **ELEVENTH** day of **AUGUST**
next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ
returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,
Fraserville, 29th June, 1898.

Sheriff.
2828

[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of Témiscouata.

Kamouraska, to wit : } **JOSEPH RIOUX**, mer-
No. 1966. } chant, of the parish of
Trois-Pistoles, Plaintiff ; against **OLIVIER DU-**
MONT, farmer, of the parish of Saint Jean Baptiste
de l'Isle Verte, now absent in the United States of
America, Défendeur, to wit :

1. A land situate in the second range of the parish
of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, and bearing
the numbers three hundred and eighty-six and three
hundred and eighty-seven (Nos 386 and 387), of the
official cadastre of the said parish of l'Isle Verte, of
51 arpents in area—with buildings, circumstances
and dependencies.

2. Another land situate in the third range of the
said parish of l'Isle Verte, and bearing the number
five hundred and eighty-six (No. 586), of the same
cadastre, of 47 arpents in area—circumstances and
dependencies.

3. Another land situate in the fourth range of the
said parish and bearing the numbers six hundred
and forty-eight and six hundred and forty-nine
(Nos. 648 and 649), of the same cadastre, of about
30 arpents in area—circumstances and dependen-
cies.

4. Another land situate in the said fourth range
of the said parish, being the south west part of
number six hundred and sixty-five (No. 665), of the
same cadastre ; bounded on the north by the third
range, on the south by the residue, on the south
west by Bruno Pelletier, and on the north east by
Lazare Dumont—without buildings, circumstances
and dependencies.

5. A circuit of land situate in the said fourth
range of the said parish, and bearing the numbers
seven hundred and forty two and seven hundred
and forty three (Nos. 742 and 743), of the same
cadastre, containing 33 arpents in area—circum-
stances and dependencies.

6. A lot of land being number forty three (No.
43), of the range A, of the cadastre of the town-
ship Viger—circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit : lots 1, 2, 3, 4 and
5, of the present notice, at the church door of the
parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, on
WEDNESDAY, the **TENTH** day of **AUGUST**
next, at **TEN** of the clock in the forenoon ; and
lot No. 6, at the church door of the parish of Saint
Epiphane, on the **SAME DAY**, at **THREE** of the
clock in the afternoon. Said writ returnable ac-
cording to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,
Fraserville, 29th June, 1898.

Sheriff.
2830

[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **JOSEPH CAMILLE**
 No 2331. } **POULIOT**, avocat, de
 la ville de Fraserville, es-qualité, Demandeur ;
 contre **NARCISSE DAMBOISE**, cultivateur, de
 la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte,
 Défendeur, c'est à savoir :

Une terre sise et située en les premier et second
 rangs de la paroisse de l'Isle-Verte, contenant huit
 arpents de front dans sa plus grande largeur, sur
 cinquante arpents de profondeur, le tout plus ou
 moins, et connue aux plan et livre de renvoi officiels
 du cadastre du comté de Temiscouata, pour la dite
 paroisse de L'Isle-Verte, sous les numéros deux
 cent huit, deux cent onze et deux cent onze A (Nos
 208, 211 et 211A)—avec les bâtisses dessus con-
 struites. A distraire de la dite terre les emplace-
 ments occupés par Louis Raimond, Ferdinand Le-
 Bel et Joseph LeBel, ainsi que le terrain et bâtisses,
 appartenances et dépendances appartenant à Joseph
 Têtu Bertrand, et mentionnés en l'acte de vente du
 11 février 1895, devant M^{re} J. B. Chamberland,
 notaire, et enregistré le 6 mars 1895.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte,
MERCREDI, le **DIXIÈME** jour d'**AOÛT** pro-
 chain, à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable
 suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,
 Fraserville, 28 juin 1898.

Shérif.
 2831

[Première publication, 9 juillet 1898.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES W. MEYER**,
 No. 1333. } **Escr.**, notaire, de la cité
 et du district de Montréal, Demandeur ; contre les
 terres et tenements mentionnés et décrits dans la
 cédule marquée A, annexée au bref, étant la pro-
 priété de **DAME MONIQUE MALLETTE**, du
 village de la Pointe Fortune, dans le district de
 Montréal, veuve de feu Prudent Désautels, en son
 vivant hôtelier, du même lieu, Défenderesse, main-
 tenant entre les mains de Louis St-Jean, employé
 civil, de la cité et du district de Montréal, dûment
 nommé curateur au délaissement fait par la dite
 défenderesse.

Saisis entre les mains et possession du dit cura-
 teur, les immeubles suivants :

1° Un emplacement sis et situé au village de la
 Pointe Fortune, dans le comté de Vaudreuil, dans
 le district de Montréal, connu et désigné sous le
 numéro trente-six (36), des plan et livre de renvoi
 officiels pour le village de la Pointe Fortune, dit
 comté et dit district—avec une maison dessus érigée.

2° Un emplacement sis et situé au dit village de
 la Pointe Fortune, dans les dits comté et district,
 connu et désigné sous le numéro quarante et un (41),
 des plan et livre de renvoi officiels pour le dit village
 de la Pointe Fortune—avec une écurie et deux
 remises dessus érigées. A distraire du dit lot ou
 emplacement, un morceau de terre de la contenance
 de dix-huit pieds de front sur cent pieds de profon-
 deur, mesure anglaise précise ; et tenant en front au
 chemin de la Reine, en profondeur et du côté sud-
 est au résidu du dit lot numéro quarante et un (41),
 et du côté nord-ouest au lot de terre portant le
 numéro quarante (40), du cadastre du susdit village
 de la Pointe Fortune.

3° Deux lots vacants connus et désignés aux plan

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } **JOSEPH CAMILLE**
 No. 2331. } **POULIOT**, advocate, of
 the town of Fraserville, es-qualité, Plaintiff ; against
NARCISSE DAMBOISE, farmer, of the parish of
 Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, Defendant, to
 wit :

A land situate and being in the first and second
 ranges of the parish of l'Isle Verte, containing eight
 arpents in front in its greatest width, by fifty arpents
 in depth, the whole more or less, and known on the
 official plan and book of reference of the cadastre of
 the county of Temiscouata, for the said parish of
 l'Isle Verte, as numbers two hundred and eight, two
 hundred and eleven and two hundred and eleven A
 (Nos. 208, 211 and 211 A)—with the buildings
 thereon erected. Reserving from the said land the
 lots occupied by Louis Raymond, Ferdinand LeBel
 and Joseph LeBel, as also the lot and buildings,
 appurtenances and dependencies belonging to
 Joseph Têtu Bertrand, and mentioned in the deed
 of sale of the 11th of February, 1895, before M^{re}
 J. B. Chamberland, notary, and registered on the
 6th of March, 1895.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, on **WEDNES-**
DAY, the **TENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN**
 o'clock in the forenoon. Writ returnable according
 to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,
 Fraserville, 28th June, 1898.

Sheriff.
 2832

[First published, 9th July, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
 been seized, and will be sold at the respective time
 and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES W. MEYER**, Esq.,
 No 1333. } **notary**, of the city and
 district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
 tenements mentioned and described in the schedule
 marked A, annexed to the writ, being the property
 of **DAME MONIQUE MALLETTE**, of the village
 of Point Fortune, in the district of Montreal, widow
 of the late Prudent Désautels, in his lifetime hotel-
 keeper, of the same place, Defendant, now in the
 hands of Louis St-Jean, civil service employee, of
 the city and district of Montreal, duly appointed
 curator to the surrender made by the said defendant.

Seized in his hands and possession of the said
 curator, the following immovables :

1. A lot situate and being in the village of Point
 Fortune, in the county of Vaudreuil, in the district
 of Montreal, known and designated as number
 thirty-six (36), of the official plan and book of refer-
 ence for the village of Point Fortune, said county
 and said district—with a house thereon erected.

2. A lot situate and being in the said village of
 Point Fortune, in the said county and district known
 and designated as number forty-one (41), of the offi-
 cial plan and book of reference for the said village
 of Point Fortune—with a stable and two sheds
 thereon erected. Reserving from the said lot, a
 piece of land containing eighteen feet in front by
 one hundred feet in depth, english measure precise ;
 and bounded in front by the Queen's highway, in
 rear and on the south east side by the residue of
 said lot number forty-one (41), and on the north
 west side by the lot of land bearing the number forty
 (40), of the cadastre of the said village of Point
 Fortune.

3. Two vacant lots known and designated on the offi-

et livre de renvoi officiels pour le village de la Pointe Fortune, dans les susdits comté et district, sous les numéros quarante-deux (42) et quarante-trois (43)—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 14 juin 1898. 2549-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME CORNÉLIE DRO-
No. 847. } LET, des cité et district de Montréal, veuve de feu Edmond P. Fréchette, en son vivant du même lieu, notaire, Demanderesse ; contre les terres et tenements de NARCISSE GOMOND, de Boulding Island, comté de San Joaquin, Californie, Etats-Unis d'Amérique, cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, district de Montréal ; borné en front par l'avenue Laval et connu et désigné sous le numéro douze cent quarante-cinq (1245), de la subdivision du lot de terre primitif connu sous le numéro quinze (15), des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga—avec une maison en briques et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 14 juin 1898. 2551-2
[Première publication 18 juin 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HERCULE DUPRÉ, mar-
No 10763. } chand de bois, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de J. B. PERSONNE, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une maison en bois à deux étages, dont deux pans sont lambrissés en brique sur un solage en pierre, faisant front sur la rue Fullum, érigée sur un lot de terre sis et situé du côté est de la rue Fullum, dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, de la contenance de vingt et un pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro quatorze cent soixante et deux (1462), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 14 juin 1898. 2557-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDRE DESMAR-
No. 13. } TEAU, curateur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile, comme curateur aux biens de WILLIAM HENRY TURNER ET AL, du même lieu, Faillis.

Saisi comme appartenant au dit failli W. H. Turner, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Denis, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, portant le numéro cinq cent quatre-vingt-douze (592), de la subdivision

cial plan and book of reference for the village of Point Fortune, in the said county and district, as numbers forty-two (42) and forty-three (43)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Madeleine de Rigaud, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1898. 2550
[First published, 18th June, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME CORNÉLIE DRO-
No 847. } LET, of the city and district of Montreal, widow of Edmond P. Fréchette, in his lifetime of the same place, notary, Plaintiff ; against the lands and tenements of NARCISSE GOMOND, of Boulding Island, county of San Joaquin, California, United States of America, farmer, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, district of Montreal ; bounded in front by Laval Avenue and known and designated as number twelve hundred and forty-five (1245), of the subdivision of the original lot known as number fifteen (15), of the official plan and book of reference of the village Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga—with a brick house and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1898. 2552
[First published, 18th June, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HERCULE DUPRÉ, lumber
No. 10763. } merchant, of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of J. B. PERSONNE, of the city and district of Montreal, Defendant.

A two story wooden house, the two sides of which are cased in brick on a stone foundation, fronting on Fullum street, built on a lot of land situate and being on the east side of Fullum street, in Saint Mary's ward, of the city of Montreal, containing twenty-one feet in depth, more or less, known and designated as number fourteen hundred and sixty-two (1462), on the official plan and in the book of reference for the Saint Mary's ward aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1898. 2558
[First published, 18th June, 1898.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEXANDRE DESMAR-
No. 13. } TEAU, curator, of the city and district of Montreal, duly authorized in virtue of article 879 of the code of civil procedure, as curator to the estate of WILLIAM HENRY TURNER ET AL, of the same place, Insolvents.

Seized as belonging to the said insolvent W. H. Turner, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the south west side of Saint Denis street, in Saint Jean-Baptiste ward, of the city of Montreal, bearing the number five hundred and ninety-two (592), of the subdivision of

du lot numéro quinze (15), des plans et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, contenant vingt-cinq pieds de front par cent (100) pieds de profondeur, (25 par 100), mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, et avec l'usage en commun avec d'autres de la ruelle de dix-sept pieds de largeur (17), qui passe en arrière du dit lot pour communiquer aux rues Rachel et Marie-Anne.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 14 juin 1898. 2559-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montréal.

Montréal, à savoir :) THEODORE SHUTE, des
No. 57.) cité et district de Montréal, comptable, Demandeur ; contre les terres et tenements de EDOUARD L. DE BELLEFEUILLE, du même lieu, écuyer, avocat et Conseil de la Reine, en sa qualité de curateur d'homme nommé à la personne et aux biens d'Edouard de Bellefeuille Macdonald, un interdit, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur es-qualité, un cinquième indivis des immeubles suivants, à savoir :

1° Deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, comme lots numéros mille soixante et seize et mille soixante et dix-sept, le lot numéro mille soixante et seize, formant le coin de la côte du Beaver Hall et de la rue des Jurés, et le lot numéro mille soixante et dix-sept, étant borné en front par la Côte du Beaver Hall—avec une bâtisse sus-érigée ; les dits deux lots ne formant ensemble qu'un seul et même lot.

2° Deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, comme lots numéros mille soixante et treize "A" et mille soixante et treize "B" ; bornés en front par la rue Lagauchetière—avec les bâtisses sus-érigées ; les dits deux lots ne formant ensemble qu'un seul et même lot.

3° Deux lots de terre situés dans la paroisse de La Présentation de la Sainte-Vierge, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, comme lots numéros cinquante et un et cinquante-deux, de la subdivision de la partie du lot originaire numéro un ; bornés en front par l'avenue Lake—avec les bâtisses (cottage) sus-érigées ; les dits deux lots ne formant ensemble qu'un seul et même lot.

4° Deux autres lots situés dans la paroisse de La Présentation de la Sainte-Vierge, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Lachine, comme lots numéros cinquante-six et cinquante-sept, de la subdivision de la partie du lot originaire numéro un ; bornés en front par l'avenue Lake—avec les bâtisses (cottage) sus-érigées ; les dits deux lots ne formant ensemble qu'un seul et même lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 14 juin 1898. 2553-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

lot number fifteen (15), of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean-Baptiste, in the county of Hochelaga, containing twenty-five feet in front by one hundred (100) feet in depth, (25 by 100), english measure, more or less—with buildings thereon erected, and with the use in common with others of the lane seventeen (17) feet wide, which runs in rear of the said lot to communicate with Rachel and Marie Anne streets.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14 June, 1898. 2560
[First published, 18th June, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit :) THEODORE SHUTE, of the
No. 57.) city and district of Montreal, accountant, Plaintiff ; against the lands and tenement of EDOUARD L. DE BELLEFEUILLE, of the same place, esquire, advocate and Queen's Council, in his quality of curator duly named and appointed to the person and property of Edouard de Bellefeuille Macdonald, an interdict, of the said city of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to said defendant *es qualité*, one undivided fifth of the following immovables, to wit :

1. Two lots of land situated in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as lots numbers one thousand and seventy-six and one thousand and seventy-seven, the lot number one thousand and seventy-six, forming the corner of Beaver Hall Hill and Jurors street, and the lot number one thousand and seventy-seven ; bounded in front by Beaver Hall Hill—with a building thereon erected ; the said two lots forming together only one and the same plot.

2. Two lots of land situated in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of said Saint Antoine ward, as lots numbers one thousand and seventy-three "A" and one thousand and seventy-three "B" ; bounded in front by Lagauchetière street—with buildings thereon erected ; the said two lots forming together only one and the same plot.

3. Two certain lots of land situated in the parish of La Presentation de la Sainte Vierge, county of Jacques Cartier, district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Lachine, as lots numbers fifty-one and fifty-two, of the subdivision of part of lot original number one ; bounded in front by Lake Avenue—with buildings (cottages) thereon erected ; the said two lots forming together only one and the same plot.

4. Two other lots of land situated in the parish of La Presentation de la Sainte Vierge, county of Jacques Cartier, district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Lachine, as lots numbers fifty-six and fifty-seven, of the subdivision of part of lot original number one ; bounded in front by Lake Avenue—with buildings (cottages) thereon erected ; the said two lots forming together only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1898. 2554
[First published, 19th June, 1898.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **D**AME MARIE AZELIE GAGNON, de la cité d'Ottawa, dans le comté de Carleton, dans la province d'Ontario, épouse séparée quant aux biens de George Lebel, commerçant, du même lieu, et ce dernier pour autorisée sa dite épouse aux fins des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HUGH FISHER, ci-devant cultivateur, du canton de Denholm, district d'Ottawa, et actuellement demeurant dans le district d'Algoma, province d'Ontario, Défendeur, à savoir :

Ce morceau et parcel de terre, situé et étant dans le canton de Denholm, district d'Ottawa, composée de la moitié ouest des lots numéro trente-trois et trente-quatre (33 et 34), dans le huitième rang du dit canton ; borné à l'est par la partie est des susdits lots, à l'ouest par les terres du septième rang, au nord par le lot numéro trente-deux (32), et au sud par le lot numéro trente-cinq (35), à l'exception de vingt-cinq acres situés à l'ouest du dit terrain, vendu par Hugh Fisher à John A. Fisher, par acte exécuté devant P. Thos. Desjardins, notaire, contenant ensemble cent douze (112) acres, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigés.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 6 juillet 1898. Shérif. 2857
[Première publication, 9 juillet 1898.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITÉ DE QUÉBEC ; vs. No 1766. } **I**SIDORE GENEST, ci-devant des cité et district de Québec, maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No 2060 (deux mille soixante), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Bonaventure ; sujet à une rente de six piastres (\$6.00), payable à la communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 7 juillet 1898. Député shérif. 2877
[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L**E CREDIT FONCIER No 1173. } **F**RANCO CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et un bureau d'affaires en la cité de Québec ; contre GEORGES ROBITAILLE, de la paroisse de Saint-Raymond,

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **D**AME MARIE AZELIE GAGNON, of the city of Ottawa, in the county of Carleton, and province of Ontario, wife separate as to property of George Lebel, merchant, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of HUGH FISHER, heretofore farmer, of the township of Denholm, district of Ottawa, and presently residing in the district of Algoma, province of Ontario, Defendant, to wit :

All that piece or parcel of land lying, situate and being in the township of Denholm, district of Ottawa, being composed of the west half of lots numbers thirty-three and thirty-four (33 and 34), in the eighth range of said township ; bounded to the east by the east half of the same lots, to the west by the lots of the seventh range, to the north by lot number thirty-two (32), and to the south by lot number thirty-five (35), save and except the west twenty-five (25) acres of said piece of land, sold by Hugh Fisher to John A. Fisher, by deed executed before P. Thos. Desjardins, notary, containing together 112 acres, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 6th July, 1898. Sheriff. 2858
[First published, 9th July, 1898.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ; No. 1766. } **I**SIDORE GENEST, formerly of the city and district of Quebec, and now of parts unknown, to wit :

The lot No. 2060 (two thousand and sixty), of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on Bonaventure street ; subject to a ground rent of six dollars (\$6.00), payable on the twenty-ninth of June of each year, to the Reverend Religious Ladies of Hôtel Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 7th July, 1898. Deputy-Sheriff. 2878
[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **L**E CREDIT FONCIER No. 1173. } **F**RANCO-CANADIEN, body politic and incorporated, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against GEORGES ROBITAILLE, of the parish of Saint

ayant fait élection de domicile pour les fins des présentes au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, à Québec, à savoir :

1° Le lot No 89 (quatre-vingt-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, du comté de Portneuf, étant une terre formant partie du lot numéro quatorze de la troisième concession au nord de la rivière Sainte-Anne—avec bâtisses.

2° Le lot No 88 (quatre-vingt-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située en la troisième concession au nord de la rivière Sainte-Anne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,
Québec, 7 juillet, 1898.

Député Shérif.
2879

[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où DAMASE No 977. } **L**AINÉ et HENRI CARRIER,

tous deux de la ville de Lévis, industriels et JOSEPH EDMOND ROY, notaire, aussi de la ville de Lévis, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Omer Carrier, faisant ci-devant affaires en la ville de Lévis, comme fondeurs mécaniciens, sous les nom et raison de "Carrier, Laine & Cie", étaient demandeurs ; et ADINE HONAN, de la cité de Montréal, épouse actuellement séparée de biens de Jean Taché, du même lieu, et le dit Jean Taché, mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse, étaient défendeurs, les dits demandeurs Damase Laine, Henri Carrier et Joseph Edmond Roy, égalité ; contre la dite Adine Honan, l'un des défendeurs, à savoir :

La partie sud du lot No 2172 (deux mille cent soixante et douze), du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un terrain de soixante et cinq pieds et neuf pouces de front sur trente-cinq pieds et trois pouces de profondeur, situé au sud de la rue Saint-Pierre, en la dite cité—avec bâtisses.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,
Québec, 7 juillet 1898.

Député Shérif.
2875

[Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **G**EORGES DEMERS, de la No 433. } **G** paroisie de Notre-Dame

de la Victoire, courtier ; contre WILLIAM ELLIOTT et WILLIAM ALPHONSO TOZER, tous deux de la cité de Québec, bouchers et regrattiers, et y faisant ci-devant affaires comme tels en société avec feu Richard Samuel Tozer, sous les noms et raison sociale de Tozer & Co., et Charles E. Elliott, de la cité de Québec, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au dit Charles E. Elliott, à savoir :

Le lot No. 2692 (deux mille six cent quatre-vingt-douze), du quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Ursule—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,
Québec, 16 juin 1898.

Député Shérif.
2613-2

[Première publication, 18 juin 1898.]

Raymond, having elected domicile for the purposes hereof in the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, at Quebec, to wit :

1. Lot No. 89 (eighty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a land forming part of lot number fourteen of the third concession north of the river Sainte Anne—with buildings.

2. Lot No. 88 (eighty-eight), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a land situate in the third concession north of the river Sainte Anne.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, county of Portneuf, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Quebec, 7th July, 1898.

Deputy Sheriff.

2880

[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit wherein DAMASE No. 977. } **L**AINÉ and HENRI CARRIER,

both of the town of Lévis, manufacturers, and JOSEPH EDMOND ROY, notary, also of the town of Lévis, in his quality of tutor to the minor children of the late Omer Carrier, formerly carrying on business in the town of Lévis, as founders and machinists under the style and firm of "Carrier, Laine & Co.", were Plaintiffs ; and ADINE HONAN, of the city of Montreal, wife separated as to property of Jean Taché, of the same place, and the said Jean Taché, a party hereunto to assist and authorize his said wife, were defendants, the said plaintiffs Damase Laine, Henri Carrier and Joseph Edmond Roy, *es qualité* ; against the said Adine Honan, one of the defendants, to wit :

The south part of lot No. 2172 (two thousand one hundred and seventy-two), of the official cadastre of Saint Peter's ward, of the city of Quebec, being a lot of sixty-five feet nine inches in front by thirty-five feet three inches in depth, situate on the south side of Saint Peter street, in the said city—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Quebec, 7th July, 1898.

Deputy Sheriff.

2876

[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **G**EORGES DEMERS, of the No 433. } **G** parish of Notre-Dame de la

Victoire, broker ; against WILLIAM ELLIOTT and WILLIAM ALPHONSO TOZER, both of the city of Quebec, butchers and hucksters, and doing business as such in partnership with the late Richard Samuel Tozer, under the name and style of Tozer & Co., and Charles E. Elliott, of the city of Quebec, jointly and severally.

Seized as belonging to the said Charles E. Elliott, to wit :

Lot No. 2692 (two thousand six hundred and ninety two), of the Saint Louis ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Ursule street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office,

Quebec, 16th June, 1898.

Deputy sheriff.

2614

[First published, 18th June, 1898.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir : **MONSIEUR L'ABBÉ THOMAS QUINN**, prêtre-curé de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, Demandeur, contre **ARCHIBALD CAMPBELL WURTELE**, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, en la première concession, étant partie du lot numéro quatre cent vingt-trois (pt No 423), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François du Lac, de la contenance de cinq arpents et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée en front au chemin de front de la dite concession, en profondeur aux terres de la concession de Sainte-Elizabeth, d'un côté au lot No 424, et de l'autre côté au lot No 422—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, en la première concession, étant partie du lot numéro quatre cent vingt-trois (pt No 423), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François du Lac, de la contenance de huit arpents et demi de largeur sur quatre arpents de profondeur dans la ligne sud-est, et un arpent et demi de profondeur dans la ligne nord-ouest à aller jusqu'au canal du moulin dans cette dernière ligne ; bornée d'un bout vers le sud-ouest au chemin de front de la dite concession, de l'autre bout vers le nord-est partie à la rivière Saint-François et partie au canal du moulin qui sépare cette portion de terre de celle ci-après désignée, d'un côté à Pierre Gamelin, et de l'autre côté à Johnny Duhaime—avec et y compris le dit canal ainsi que la partie du moulin et dépendances dessus construites.

3° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, en la première concession, connue sous le nom de "La Pointe au Moulin," étant le lot numéro huit cent trente-quatre (No 834), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François du Lac, contenant onze arpents en superficie, le tout plus ou moins ; bornée vers le nord et le nord-est à la rivière Saint-François, vers le sud et le sud-ouest à la portion de terre ci-dessus désignée en dernier lieu, c'est-à-dire au dit canal et à Johnny Duhaime et à Emmanuel Lauzière, des terrains desquels cette portion de terre ci est séparée par le dit canal du moulin qui se décharge dans la rivière Saint-François—avec un moulin à farine sur les deux portions de terre ci-haut en deuxième et troisième lieu désignées et sur le dit canal, avec aussi la chaussée et chaîne de pierre construite dans la rivière Saint-François, et le pouvoir d'eau à l'usage du dit moulin, un moulin à carder et autres accessoires du dit moulin—avec les maisons et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François du Lac, le **DIXIEME** jour du mois d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,
Sorel, 5 juillet 1898.

Shérif.
2851

[Première publication, 9 juillet 1898.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

3

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court of the district of Richelieu.

Sorel, to wit : **THE ABBÉ THOMAS QUINN**, priest, parish priest of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, Plaintiff ; against **ARCHIBALD CAMPBELL WURTELE**, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the first concession, being part of lot number four hundred and twenty-three (pt. No. 423), of the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac, containing five arpents and a half in width by twenty arpents in depth, the whole more or less ; bounded in front by the front road of the said concession, in rear by the lands of the concession of Sainte Elizabeth, on one side by lot No. 424, and on the other side by lot No. 422—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the first concession, being part of lot number four hundred and twenty-three (pt. No. 423), of the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac, containing eight arpents and a half in width by four arpents in depth on the south east line, and one arpent and a half in depth on the north west line, going to the mill race (canal) on this last line ; bounded at one end to the south west by the front road of the said concession, at the other end to the north east partly by the river Saint Francis, and partly by the mill stream (canal) which separates this piece of land from the one hereinafter designated, on one side by Pierre Gamelin, and on the other side by Johnny Duhaime—with and including the said mill race (canal) and the part of the mill and dependencies thereon erected.

3. A piece of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the first concession, known by the name of "La Pointe du Moulin", being lot number eight hundred and thirty four (No. 834), of the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac, containing eleven arpents in area, the whole more or less ; bounded on the north and north east by the river Saint Francis, on the south and south west by the piece of land hereinafter lastly described, namely by the said mill stream and by Johnny Duhaime and by Emmanuel Lauzière, from whose lots the said piece of land is separated by the said mill stream (canal) which empties into the river Saint Francis—with a flour mill on the two pieces of land secondly and thirdly hereinafter described and on the said mill stream, with also the dam and of stone built in the river Saint Francis and the water power for the use of the said mill, a carding mill and other accessories of the said mill—with the houses and outbuildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint François du Lac, on the **TENTH** day of the month of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,
Sorel, 5th July, 1898.

Sheriff.
2852

[First published, 9th July, 1898.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **N**APOLÉON LARUE, }
 District de Rimouski. } journalier, de la cité }
 No 2453. } de Montréal, Demandeur ; }
 contre HORACE BÉLANGER, cultivateur, de la }
 paroisse de Saint-Germain de Rimouski, Défendeur, }
 savoir :

Une terre située au deuxième rang de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, contenant cent neuf arpents en superficie, plus ou moins, et étant le numéro deux cent soixante (260), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec réserve d'un chemin de dix-huit pieds de largeur à l'est de la dite terre, du chemin royal à aller au moulin. A distraire l'emplacement de M. J. A. Talbot, contenant un arpent et trois quarts de profondeur, sur un arpent de largeur, et celui appartenant à Joseph Labrie, contenant cinq perches de front, sur cinq perches de profondeur.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, le ONZIÈME jour d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFR. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Rimouski, 29 juin 1898. 2833
 [Première publication, 9 juillet 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **P**IERRE GAGNON, }
 Province de Québec, } marchand, de la pa- }
 District de Rimouski. } roisse de Sainte-Flavie, }
 No. 2399. } district de Rimouski, }
 Demandeur ; contre ELZÉAR LEPAGE, de la }
 paroisse de Saint-Moïse. Défendeur, savoir :

Un terrain de forme irrégulière, situé dans le deuxième rang du chemin Matapédia, dans le township Cabot, paroisse de Saint-Moïse ; borné au nord-ouest par le chemin Matapédia, au sud-ouest par les numéros trente-six a (36a) et trente-six b (36b), au sud-est par le numéro trente-sept, au nord-est par le numéro quatre a, portant le numéro trente-cinq (35), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Moïse, canton Cabot, contenant cent vingt-sept acres en superficie—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,

Bureau du shérif, Député shérif.
 Rimouski, 10 juin 1898. 2589-2
 [Première publication, 18 juin 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **D**AME EMILY CLE- }
 No 906. } VETTE, de la cité }
 de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, }
 veuve de feu Alfred H. Camirand, en son vivant de }
 la cité de Sherbrooke, commerçant, maintenant }
 décédé, Demanderesse ; contre les terres et tène- }
 ments de DAME MALVINA DUROCHER, du }
 canton de Orford, dans le district de Saint-François, }
 épouse de Joseph Alphonse Camirand, du même }
 lieu, avocat, et dûment séparée de biens par contrat }
 de mariage, et le dit Joseph Alphonse Camirand, }

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **N**APOLÉON LARUE, }
 District of Rimouski. } laborer, of the city of }
 No. 2453. } Montreal, Plaintiff ; against }
 HORACE BELANGER, farmer, of the parish of }
 Saint Germain de Rimouski, Defendant, to wit :

A land situate in the second range of the parish of Saint Germain de Rimouski, containing one hundred and nine arpents in area, more or less, and being number two hundred and sixty (260), of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, reserving a road eighteen feet wide on the east of the said lot, from the Queen's highway going to the mill. Reserving the lot of Mr J. A. Talbot, containing one arpent and three quarters in depth, by one arpent in width, and the one belonging to Joseph Labrie, containing five perches in front by five perches in depth.

To be sold at the church door of the parish of Saint Germain de Rimouski, on the ELEVENTH day of AUGUST, one thousand eight hundred and ninety eight, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFR. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Rimouski, 29th June, 1898. 2834
 [First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **P**IERRE GAGNON, }
 Province of Quebec, } merchant, of the }
 District of Rimouski. } parish of Sainte Flavie, }
 No 2399. } district of Rimouski, }
 Plaintiff ; against ELZÉAR LEPAGE, of the parish }
 of Saint Moïse, Defendant, to wit :

A lot of irregular outline, situate in the second range of the Matapédia road, in the township Cabot, parish of Saint Moïse ; bounded on the north west by the Matapédia road, on the south west by numbers thirty-six a (36a) and thirty-six b (36b), on the south east by number thirty-seven, on the north east by number four a, being number thirty-five (35), of the official cadastre of the parish of Saint Moïse, township Cabot, containing one hundred and twenty-seven acres in area—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the TWENTY-SECOND day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-eight, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Rimouski, 10th June, 1898. 2590
 [First published, 18th June, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **D**AME EMILY CLE- }
 No. 906. } VETTE, of the city of }
 Sherbrooke, in the district of Saint Francis, widow }
 of the late Alfred H. Camirand, in his lifetime of }
 the said city of Sherbrooke, trader, now deceased, }
 Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME }
 MALVINA DUROCHER, of township of Orford, }
 in the district of Saint Francis, wife of Joseph Al- }
 phonse Camirand, of the same place, advocate, and }
 from him duly separated as to property by an- }
 tennuptial contract, and the said Joseph Alphonse }

afin d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse Malvina Durocher, étant en la possession de la dite demanderesse, par et en vertu d'un contrat de nantissement, la propriété immobilière suivante, à savoir :

Cette bâtisse ou construction employée comme crèmerie et beurrerie, connue et décrite comme "Sherbrooke Creamery", étant située sur la terre de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc, sur le lot numéro douze cent quarante-quatre (No 1244), sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François; borné en front à l'ouest par la rue Dépôt, et des autres côtés par le dit lot No. 1244, la propriété de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc. Le terrain sur lequel la dite bâtisse est située étant décrit dans le bail de la dite compagnie de chemin de fer Grand Tronc, comme étant situé dans la cour de la station de la dite compagnie, dans la dite cité de Sherbrooke, du côté ouest et au moins quatre pieds de la voie du chemin de fer, et environ cent pieds ouest dans une ligne droite du hangar au fret de la dite compagnie, ayant un front vers la dite voie de cinquante-six pieds avec des profondeurs variant de cinquante et un pieds jusqu'à trente-sept pieds, et contenant en tout une superficie de 2108 pieds, plus ou moins—ensemble avec toutes les machines et appareils y appartenant et dans le but de mettre en opération la dite crèmerie ou beurrerie, de nature immobilière et immeuble.

Pour être vendue dans mon bureau, dans le palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, le NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 5 juillet 1898
[Première publication, 9 juillet, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } FRANÇOIS GOD-
No. 793. } FROI ROY, De-

mandeur ; contre les terres et tenements de Dame SOPHIE LABONNE, Défenderesse, en sa qualité de tutrice dûment nommée à ses enfants mineurs, savoir :

1° La moitié est du lot numéro vingt, dans le deuxième rang du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné en front par le chemin public, en arrière par la ligne de concession entre les premier et deuxième rangs, d'un côté par partie du même lot appartenant à P. L. N. Prevost, et de l'autre côté par la terre appartenant à la succession de feu S. Paquette—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Lot numéro vingt-et-un, dans le deuxième rang du dit canton de Ditton, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné en front par le chemin public, en arrière par la ligne du rang entre les premier et deuxième rangs, d'un côté par la terre appartenant à la succession de feu S. Paquette, et de l'autre côté par la terre de Jean Légaré ou ses représentants—avec toutes les bâtisses sus-érigées, y compris un moulin à scie avec tous ses accessoires, comprenant un engin et bouilloire, une scie à planche et chariot, une machine à dresser et toutes autres machines y appartenant, sauf et excepté une machine à lattes appartenant à G. C. Poulin.

3° Un morceau de terre situé dans la ville de Scotstown, dans le dit district, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi officiel de la dite ville de Scotstown, comme lot numéro deux cent sept (No. 207) ; borné en front par la rue Osborne—avec les bâtisses sus-érigées, sauf et excepté un magasin érigé sur le dit lot, appartenant au dit demandeur.

Camirand, to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant Malvina Durocher, the same being in the possession of the said plaintiff, under and by virtue of a contract of pledge, the following immovable property, to wit :

That certain building or superstructure used as a creamery and butter factory, known and described as the "Sherbrooke Creamery," being situate on the land of the Grand Trunk Railway Company, upon lot number twelve hundred and forty four (No. 1244), on the cadastral plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis; and bounded in front to the west by Depot street, and on the other sides by the said lot No. 1244, the property of the Grand Trunk Railway Company. The land on which said building is situate being described in the lease from the said Grand Trunk Railway Company, as being situate in the station yard of the said company, in the said city of Sherbrooke, on the westerly side of and at least four feet from the railway tracks, and about one hundred feet westerly in a straight line from the freight shed of said company, having a frontage towards the said tracks of fifty-six feet with depths varying front fifty-one feet to thirty-seven feet, and containing in all an area of 2108 feet, more or less—together with all the machinery and plant therein and thereunto appertaining, and intended for the carrying on of said creamery or butter factory, of an immovable nature and immovable.

To be sold at my office, at the court house, in the said city of Sherbrooke, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 5th July, 1898.
[First published, 9th July, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } FRANÇOIS GODFROI
No. 793. } FROY, Plaintiff; against

the lands and tenements of DAME SOPHIE LABONNE, Defendant, in her quality of tutrix duly appointed to her minor children, to wit :

1. The east half of the lot number twenty, in the second range of the township of Ditton, in the district of Saint Francis, containing fifty acres of land in superficies, more or less ; bounded in front by the public road, in rear by the concession line between the first and second ranges, on one side by part of the same lot belonging to P. L. N. Prevost, and on the other side by land belonging to the estate of the late S. Paquette—with the buildings thereon erected.

2. The lot number twenty-one, in the second range of the said township of Ditton, containing one hundred acres of land in superficies, more or less ; bounded in front by the public road, in rear by the range line between the first and second ranges, on one side by land belonging to the estate of the late S. Paquette, and on the other side by land belonging to Jean Légaré or his representatives—with all the buildings thereon erected, including a saw-mill with all its accessories, comprising one engine and boiler, one board saw and carriage, one trimmer and all other machinery thereon or thereunto belonging, save and except one lath machine as belonging to G. C. Poulin.

3. A parcel of land situate in the town of Scotstown, in the said district, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Scotstown, as the lot number two hundred and seven (No. 207) ; bounded in front by Osborne street—with the buildings thereon, save and except a store house erected on the said lot, as belonging to the said plaintiff.

Pour être vendus, les terres en premier et deuxième lieu décrites, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les terres en troisième lieu décrites, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Scotstown, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi.

JOHN McINTOSH,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 13 juin 1898. 2537-2
[Première publication 18 juin 1898.]

To be sold the lands firstly and secondly described, at the church door of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lands thirdly described, at the church door of the parish of Saint Paul of Scotstown, on the SAME DAY, at ONE of the clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,
Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 13th June, 1898. 2538
[First published, 18th June, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montréal. } **PIERRE P. MAILLOUX,**
Demandeur ; contre H. MEUNIER, Défendeur.
No 345.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, sur le rang Saint-Patrice, d'environ quatre-vingts pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, plus ou moins ; tenant devant à la route de l'église, à la profondeur au terrain de Hyacinthe Poirier, d'un côté à Demoiselle Hortense Trudeau, et de l'autre côté aux héritiers d'André Ledoux, et faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-trois (253), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 juin 1898. 2563-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Montréal. } **PIERRE P. MAILLOUX,**
Plaintiff ; against H. MEUNIER, Defendant.
No. 345.

A lot of land situate in the parish of Saint Liboire, county of Bagot, district of Saint Hyacinth, on Saint Patrick's range, of about eighty feet in width by one hundred and ten feet in depth, more or less ; bounded in front by the road leading to the church, in rear by land of Hyacinthe Poirier, on one side by Miss Hortense Trudeau, and on the other side by the heirs of André Ledoux, and forming part of lot number two hundred and fifty-three (253), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Liboire—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 13th June, 1898. 2564
[First published, 18th June, 1898.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **MAURICE JOSEPH**
No 125. } **DELEGLISE,**
Demandeur ; contre **AUGUSTIN EXAVERIE**
JUINEAU, Défendeur.

1^{re} Une terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession Philibert, contenant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro soixante et quatre (64), du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule—avec les bâtisses dessus construites.

2^e Une autre portion de terre située dans les mêmes paroisse et concession, contenant environ cinquante arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule, sous le numéro soixante et deux (62)—avec une grange dessus construite.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 15 juin 1898. 2577-2
[Première publication, 18 juin 1898.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **MAURICE JOSEPH**
No. 125. } **DELEGLISE,** Plain-
tiff ; against **AUGUSTIN EXAVERIE JUINEAU,** Defendant.

1. A land situate in the parish of Sainte Ursule, in the Philibert concession, containing about sixty arpents in area, known and designated as number sixty four (64), on the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule—with the buildings thereon erected.

2. Another piece of land situate in the same parish and concession, containing about fifty arpents in area, known and designated on the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule, as number sixty two (62)—with a barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Ursule, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 15th June, 1898. 2578
[First published, 18th June, 1898.]

CITÉ DE SOREL

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, greffier de la Cité de Sorel, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, à la salle publique, dans l'Hôtel-de-Ville, en la cité de Sorel, pour taxes municipales et autres charges dues, à moins que les dites taxes municipales et autres charges, avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, MARDI, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures a. m., savoir :

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given, by the undersigned, City Clerk of the City of Sorel, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction at the public hall, in the City Hall of the city of Sorel, for municipal taxes and dues, unless the same be paid with the costs incurred, before the sale, TUESDAY, the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock a. m., to wit :

Numéro du Cadastre — Cadastral Number	Noms des propriétaires — Names of proprietors	État ou profes- sion — Calling	Taxes municipales et charges Municipal taxes and charges	Intérêt et charges additionnelles Interest and addi- tional charges	Frais — Costs	Total dû — Total due
70, 71, 72	Revd Frank Allen....	ministre rector	\$ cts 29 35	\$ cts 3 63	\$ cts 7 38	\$ cts 40 36
part 4	"	"	3 90	0 59	5 40	9 89
1027	Bernard Gravel.....	commerçant trader	11 68			
Taxe spéciale	"	"	10 90	5 30	9 00	36 88
866	"	"	25 65	4 16	18 00	47 81
333	J.-Bte Thibeau.....	forestier lumberman	2 30	0 38	3 60	6 28

JOHN GEO. CREBASSA, JNR,
Greffier de la cité de Sorel.—City Clerk, Sorel.

Hôtel-de-Ville, Sorel 27 juin 1898. }
City Hall, Sorel, 27th June, 1898. }

2847-8

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 juillet 1898.

Présent :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en
Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, le deuxième jour de mai 1898, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

2893

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Quebec, 7th July, 1898.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in
Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Saint Raymond, in the county of Portneuf, on the second day of May (1898), it hath been shewn to the lieutenant governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of "The municipal Code of the province of Quebec," may be to made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint-Raymond, in the county of Portneuf, the publication of which is required by the provisions of "The Municipal Code of the Province of Quebec," be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

2894

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 juillet 1898.

PRÉSENT : — Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le tarif suivant des péages soit chargé durant la saison de 1898, par "The Coulouge and Crow River Boom Company," (limited), en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 74, incorporant la dite compagnie ; le dit tarif étant en conformité avec la proportion établie par la sec. 11, du dit acte.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th July, 1898.

PRESENT : The LIEUTENANT GOVERNOR, in Council.

It is ordered that the following tariff of tolls be charged during the season of 1898, by the Coulouge and Crow River Boom Company, (Limited), in virtue of the Act 59 Vict., ch. 74, incorporating the said Company ; the said tariff being in accordance with the proportion established by the sec. 11, of the said Act.

Tarif de péage proposé, devant être chargé durant la saison de 1898 par la "Coulouge and Crow River Boom Company," (Limited.)	Passant par l'écluse Mackie. — Passing Mackie Dam.	Passant par les améliorations à la Chute Young. — Passing improvements at Young Chute.	Passant par les améliorations à la Chute Perley. — Passing improvements at Perley Chute.	Passant par les améliorations à la Chute Devil. — Passing improvements at Devil Chute.	Passant par les améliorations à la Chute Ragged et Garlerneau. — Passing improvements at Ragged and Garlerneau Chute.	Passant par les améliorations à la Rivière Crow. — Passing improvements at Crow River.	Pour l'usage de l'eau de l'écluse du Lac Bryson. — For use of water in Bryson Lake Dam.
Tariff of Tolls proposed to be charged during season 1898, by the Coulouge and Crow River Boom Company, (Limited.)							
Pin rouge et pin blanc, épinette rouge et épinette blanche et pruche en pièces équarries ou flacheuses, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, square or wauey board, per one thousand feet B. M.	4 $\frac{1}{2}$ cents.	2 $\frac{1}{2}$ cents.	1 $\frac{1}{2}$ cent.	1 $\frac{1}{2}$ cent.	2 $\frac{1}{2}$ cents	3 $\frac{3}{4}$ cents.	15/16 cent.
Billots à sciage de 17 pieds ou moins de longueur, les mille pieds M. P.—Saw logs 17 feet and under in length, per one thousand feet B. M.	3 $\frac{1}{2}$ "	2 "	1 "	1 "	2 "	3 "	$\frac{3}{4}$ "
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de plus de 17 pieds et de moins de 23 pieds de longueur, les milles pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, over 17 feet and under 23 feet long, per one thousand feet B. M.	3 $\frac{1}{2}$ "	2 "	1 "	1 "	2 "	3 "	$\frac{3}{4}$ "
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de 23 à 29 pieds de longueur, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and Hemlock, round or flattened, 23 feet to 29 feet long, per one thousand feet B. M.	3 17/20 "	2 1/5 "	1 1/10 "	1 1/10 "	2 1/5 "	3 3/10 "	33/40 "
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, 30 pieds ou plus de longueur, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, 30 feet and upwards in length, per one thousand feet B. M.	4 $\frac{1}{2}$ "	2 $\frac{1}{2}$ "	1 $\frac{1}{2}$ "	1 $\frac{1}{2}$ "	2 $\frac{1}{2}$ "	3 $\frac{3}{4}$ "	15/16 "

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un, mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds sociale, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Montreal Base Ball Company" ;

2° Les objets, conformément à la loi, pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) L'avancement et le progrès des intérêts des jeux de Base Ball, Lacrosse, Cri ket, Foot Ball, Bicycles et tous autres jeux semblables et amusements dans la province de Québec, que la compagnie jugera à propos ;

(b) L'organisation de tous tels clubs locaux et associations qui peuvent être nécessaires pour mettre en opération les objets de la dite compagnie ;

(c) L'acquisition par achat, bail, construction ou autrement de tels immeubles, terrains, bâtisses, estrades, pistes, matériels, franchises, propriétés et effets qui peuvent être nécessaires pour les fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée, et de louer, vendre ou autrement, les transférer légalement à autres ;

(d) De tenir des concerts de corps de musique, concerts musicaux et autres concerts, et autres amusements et expositions athlétiques et concours sur les terrains de la dite compagnie ou ailleurs ;

(e) L'acquisition de tous les intérêts, droits, propriétés, baux, actions, droits d'actions, franchises, réclamations et privilèges, etc., etc., maintenant en la possession de "The Montreal Base Ball Association," avec toutes les dettes et obligations y ayant rapport ;

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec ;

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000 ;

5° Le nombre d'actions sera de 5,000 de la valeur de \$5.00 par action ;

6° Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit :

Thomas Joseph Wall, agent, Montréal ; Robert Essery Boyd, manufacturier, Montréal ; Walter Charles Hagar, agent d'assurance, Montréal ; John Alexander Clarke, comptable, Montréal ; George Archibald O'Neill, restaurateur, Montréal ; George Whitfield Cameron, agent, Montréal ; et Millard Fillmore Derrick, surintendant, Montréal, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires, et la majeure partie desquels sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

ATWATER, DUCLOS & MACKIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 juillet 1898.

2891

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Montreal Base Ball Company" ;

2. The purposes within the purview of the act for which incorporation is sought are :

(a) The promoting and furthering of the interests in the games of base ball, lacrosse, cricket, foot ball, bicycling and all other similar games and sports through out the province of Quebec, as the company may deem expedient.

(b) The organization of all such local clubs and associations as may be necessary for the carrying out of the objects of the said company ;

(c) The acquisition by purchase, lease, construction or otherwise of such real estate, ground, buildings, stands, tracks, plant, franchises, properties and effects which may be deemed necessary for the purposes for which the present company is incorporated, and to lease, sell or otherwise legally transfer the same to others ;

(d) The holding of band concerts, musical concerts and other concerts and entertainments and athletic exhibitions and competitions on the grounds of the said company or elsewhere ;

(e) The acquisition of all interests, rights, properties, leases, actions, rights of action, franchises, claims and privileges, &c., &c., now held and possessed by the Montreal Base Ball Association, with all the liabilities and obligations attaching thereto ;

3. The principal place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec ;

4. The proposed amount of capital stock of the said company is \$25,000 ;

5. The number of shares is to be 5,000 of the value of \$5.00 per share ;

6. That the names in full with the addresses and callings of the said applicants are as follows :

Thomas Joseph Wall, agent, Montreal ; Robert Essery Boyd, manufacturer, Montreal ; Walter Charles Hagar, insurance agent, Montreal ; John Alexander Clarke, accountant, Montreal ; George Archibald O'Neill, restaurateur, Montreal ; George Whitfield Cameron, agent, Montreal ; and Millard Fillmore Derrick, superintendent, Montreal ; all of whom are to be the first or provisional directors, and the major part of whom are residents in Canada and subjects of Her Majesty.

ATWATER, DUCLOS & MACKIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th July, 1898.

2892

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 27

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS — Divers lots de Sainte-Rose de Lima de Sweetburg à Sainte-Croix de Dunham ; Partie de Sainte-Elizabeth à Saint-Félix de Valois ; Divers lots de Saint-Lin à la ville des Laurentides ; Divers lots de la paroisse Saint-Hyacinthe à Saint-Thomas d'Aquin, 1424, 1425.

ANNONCEURS — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1419.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC : — *Section d'Arthabaska* : — Candidat à la pratique, 1437.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative ; Conseil législatif, 1430, 1432.

BUREAU DES EXAMINATEURS : — *Examen des candidats pour obtenir licence de mesureur de bois*, 1425.

CHATEAUGUAY & NORTHERN RAILWAY COY : — *Assemblée générale annuelle*, 1437.

FAILLI — Brosseau ; Fournier & Cie ; Ralston & Co ; Rossignol ; Rossignol ; Thivierge, 1437, 1438.

LETTERS PATENTIS, DEMANDES DE — La Cie à tabac du Saint-Laurent ; La Cie Michel Lefebvre ; The Montreal Base Ball Coy ; The West End Theatre Coy, 1435, 1436.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — Ed. H. Laliberté, 1428.

MUNICIPALITÉ : — Publication dans une seule langue, — demande de : — Cantons unis Hartwell & Preston ; Saint-Léon de Standon, 1427.

MUNICIPALITÉ : — Publication dans une seule langue, — demande accordée : — Saint-Cléophas ; Village Saint-Raymond, 1424, 1455.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'ériger en : — Rivière au Tonnerre ; Rivière aux Graines ; Sheldrake ; Saint-Thuribe, 1427, 1428.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE : — Cazaville, 1424.

NOMINATIONS — *Cour des Commissaires* : — Shefford ; Verchères, 1419.

Greffier : — Beauharnois, 1420.

Juge de Paix : — Ottawa ; Richelieu ; Terrebonne, 1419.

PROCLAMATIONS : — Cadastre en force : — Canton Dalibaire et partie de Romieu ; Concernant l'acte de la marine marchande ; Convocation des Chambres *pro formâ*, 1420, 1423.

RATIFICATION : — Greenwood Cemetery Coy, 1437.

SÉPARATIONS DE BIENS — Dmes Bégin vs Bégin ; Branchaud vs Leduc ; Eno dite Deschamps vs Rivest ; Jibouleau vs Richer ; Nolin vs Labrecque ; Thomas vs Keene, 1434, 1435.

TARIF DE FÉAGES, 1456.

TERRES DE LA COURONNE — *avis de cancellation, etc.* — Cantons Armand ; Awantigish ; Cabot ; Demers ; Dequen ; Fleurian ; Garneau ; Lafontaine ; Lessard ; Macpès ; McMider ; Montminy ; Normandin ; Seigneurie Lauzon ; Spaulding ; Roux, 1426, 1427.

MUNICIPALITIES ANNEXED — Several lots of Sainte Rose de Lima de Sweetburg to Sainte Croix of Dunham ; Part of Sainte Elizabeth to Saint Félix de Valois ; Several lots of Saint Lin to the town of Laurentides ; Several lots of the parish of Saint-Hyacinthe to Saint-Thomas d'Aquin, 1424, 1425.

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices, &c., 1419.

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC : — *Section of Arthabaska* : — Candidate to practice, 1437.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notice Respecting the* : — Legislative Assembly ; Legislative Council, 1430, 1432.

BOARD OF EXAMINERS : — Examination of candidates to obtain licence as lumber culler, 1425.

CHATEAUGUAY & NORTHERN RAILWAY COY : — *General annual meeting*, 1437.

INSOLVENTS — Brosseau ; Fournier & Cie ; Ralston & Co ; Rossignol ; Rossignol ; Thivierge, 1437, 1438.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — The Saint Lawrence Tobacco Coy ; La Cie Michel Lefebvre ; The Montreal Base Ball Coy ; The West End Theatre Coy, 1435, 1436.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR : — Ed. H. Laliberté, 1428.

MUNICIPALITY : — Publication in one language only, — application for : — United townships of Hartwell & Preston ; Saint Léon de Standon, 1427.

MUNICIPALITY : — Publication in one language only, — application granted : — Saint Cléophas ; Village Saint Raymond, 1424, 1456.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to erected in : — Rivière au Tonnerre ; Rivière aux Graines ; Saint Thuribe ; Sheldrake, 1427, 1428.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED : — Cazaville, 1424.

APPOINTMENTS — *Commissioners Court* : — Shefford ; Verchères, 1419.

Clerk : — Beauharnois, 1420.

Justice of the Peace : — Ottawa ; Richelieu ; Terrebonne, 1419.

PROCLAMATION : — Cadastre in force : — Township Dalibaire and part of Romieu ; Respecting the merchant shipping act ; Parliament convoked *pro formâ*, 1420, 1423.

RATIFICATION : — Greenwood Cemetery Coy, 1437.

SERPARATIONS AS TO PROPERTY — Dmes Bégin vs Bégin ; Branchaud vs Leduc ; Eno dite Deschamps vs Rivest ; Jibouleau vs Richer ; Nolin vs Labrecque ; Thomas vs Keene, 1434, 1435.

TARIFF OF TOLLS, 1456.

CROWN LANDS — *Notice of cancellation, etc.* — Townships Armand ; Awantigish ; Cabot ; Demers ; Dequen ; Fleurian ; Garneau ; Lafontaine ; Lessard ; Macpès ; McMider ; Montminy ; Normandin ; Seigniorie Lauzon ; Spaulding ; Roux, 1426, 1427.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 1428.

VENTE D'IMMEUBLES :—Dme Boucher, faillie, 1439.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—La cité de Sorel, 1455.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Corporation de Saint-Valère de Bulstrode vs Lemay ; Fontaine vs Beaulac, 1440, 1441.

BEAUCHE :—Jackson vs Cie des mines d'or du Loup ; Morin vs Boily, 1441.

CHICOUTIMI :—Lepage vs Fortin, 1442.

GASPÉ :—Hon. Casgrain *ès-qual.* vs Caron ; Ledroit vs Litalien, 1442, 1443.

JOLIETTE :—Hon. Archambault *ès-qual.* vs Desrocher ; Hon. Archambault *ès-qual.* vs St-Germain ; Theriault vs Bonin, 1443, 1444.

KAMOURASKA :—Caron vs Turner ; Pouliot *ès-qual.* vs Dombroise ; Rioux vs Dumont, 1445, 1446.

MONTREAL :—Dme Drolet vs Gomond ; Dupré vs Personne ; Mayer vs Dme Mallette ; Shute vs L. de Bellefeuille ; Turner *et al.*, faillis, 1446, 1447.

OTTAWA :—Dme Gagnon vs Fisher, 1449.

QUÉBEC :—Demers vs Elliott *et al.* ; La cité de Québec vs Genest ; Lainé *et al.* vs Dme Honan ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Robitaille, 1449, 1450.

RICHELIEU :—L'abbé Quinn vs Wurtele, 1451.

RIMOUSKI :—Gagnon vs Lepage ; LaRue vs Belanger, 1451.

SAINT-FRANÇOIS :—Clevette vs Dme Durocher ; Roy vs Dme Labonne, 1452, 1453.

SAINT-HYACINTHE :—Mailloux vs Meunier, 1454.

TROIS-RIVIÈRES :—Delégis vs Juineau, 1454.

SALE OF TIMBER LIMITS, 1428.

SALES OF REAL ESTATE :—Dme Boucher, faillie, 1439.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—The city of Sorel, 1455.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Corporation of Saint Valère of Bulstrode vs Lemay ; Fontaine vs Beaulac, 1440, 1441.

BEAUCHE :—Jackson vs Cie des mines d'or du Loup ; Morin vs Boily, 1441.

CHICOUTIMI :—Lepage vs Fortin, 1442.

GASPÉ :—Hon. Casgrain *ès-qual.* vs Bonin ; Ledroit vs Litalien, 1442, 1443.

JOLIETTE :—Hon. Archambault *ès-qual.* vs Desrocher ; Hon. Archambault *ès-qual.* vs St. Germain ; Theriault vs Bonin, 1443, 1444.

KAMOURASKA :—Caron vs Turner ; Pouliot *ès-qual.* vs Dombroise ; Rioux vs Dumont, 1445, 1446.

MONTREAL :—Dme Drolet vs Gomond ; Dupré vs Personne ; Mayer vs Dme Mallette ; Shute vs L. de Bellefeuille ; Turner *et al.*, faillis, 1446, 1447.

OTTAWA :—Dme Gagnon vs Fisher, 1449.

QUEBEC :—Demers vs Elliott *et al.* ; The city of Quebec vs Genest ; Lainé *et al.* vs Dme Honan ; Le Credit Foncier Franco-Canadien vs Robitaille, 1449, 1450.

RICHELIEU :—The abbé Quinn vs Wurtele, 1451.

RIMOUSKI :—Gagnon vs Lepage ; LaRue vs Belanger, 1451.

SAINT-FRANCOIS :—Clevette vs Dme Durocher ; Roy vs Dme Labonne, 1452, 1453.

SAINT-HYACINTH :—Mailloux vs Meunier, 1454.

THREE RIVERS :—Delégis vs Juineau, 1454.

